

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE { 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »
 Départements. 18 75 37 50 75 »
 Union Postale. 21 50 43 » 86 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

Nous continuons aujourd'hui la publication de l'enquête dans l'affaire Dreyfus en reproduisant en extenso la déposition du lieutenant-colonel du Paty de Clam devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Cette déposition, qui a tenu les deux audiences du 12 et du 13 janvier 1899, est contrainte par le lieutenant-colonel du Paty de Clam lui-même.

Et, quoique datée de janvier 1899, elle vient, dans le dossier de la Cour, immédiatement après les procès-verbaux du Conseil d'enquête qui a jugé le commandant Esterhazy, les 24 et 27 août 1898.

Nous aurons fréquemment à relever de telles différences de date au cours de la publication que nous avons entreprise.

A première vue, en effet, les dépositions ne paraissent pas classées dans l'ordre chronologique que l'on attend ; mais, si l'on examine de plus près ce dossier, qui ne comprend pas moins de deux volumes in-quarto, on constate que l'enquête a été, tout au contraire, conduite et présentée par les Conseillers de la Cour de cassation avec la méthode la plus rigoureuse : ils ont réuni et groupé sous le même chapitre les dépositions, lettres ou documents se rapportant aux mêmes faits, quelle que soit la date à laquelle ces dépositions, lettres ou documents ont été recueillis.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que, dans la production de ces diverses pièces, nous ne changerons ni l'ordre d'une seule page ni la place d'un seul mot.

Quant à ce qui concerne leur scrupuleuse exactitude, nous nous bornerons à reproduire la note suivante, qui a été publiée hier soir l'Agence Havas :

Une information est ouverte à l'occasion de la publication par un journal du matin de certains des documents et actes de procédure se rattachant à l'enquête poursuivie par la Chambre criminelle dans l'affaire Dreyfus.

Cette note, qui émane évidemment du gouvernement, nous paraît être une réponse suffisante aux personnes malintentionnées qui semblaient vouloir mettre en doute l'authenticité des documents que nous publions.

Nous n'ajouterons qu'un seul mot pour redire aujourd'hui ce que nous disions hier : Nous avons voulu, sans servir d'autre cause que celle de la lumière et de l'apaisement, livrer tout simplement au pays, souverain juge, les textes précis et complets qui décideront le jugement des magistrats de la Cour de cassation.

DÉPOSITION

DU

Lieut.-colonel du Paty de Clam

SÉANCE DU 12 JANVIER 1899

Du Paty de Clam, lieutenant-colonel, quarante-cinq ans.

Le président. — Vous avez rempli les fonctions d'officier de police judiciaire, en 1894, dans l'affaire Dreyfus. Pourriez-vous nous dire quelles sont les constatations, intéressantes pour l'œuvre que la Cour a à remplir, que vous avez faites à ce moment ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — J'ai été chargé des fonctions d'officier de police judiciaire dans l'affaire Dreyfus. Ces fonctions, je ne les ai pas recherchées, loin de là ! Elles m'ont été imposées par le général de Boisdeffre, mon chef.

Ces fonctions, je les ai remplies en conscience, à la satisfaction de tous mes chefs hiérarchiques qui ont bien voulu me le dire alors.

A la suite de cette mission, j'ai établi un rapport qui a été lu devant vous. J'ai le regret de constater que, dans le compte rendu qui a été communiqué à la presse, ce rapport a été altéré dans son texte et dans sa date : dans son texte, en ce sens que des phrases ont été rendues obscures, incompréhensibles ou odieuses, telles que celles qui se rapportent aux relations entre Dreyfus et une étrangère, Mme Dery.

Il a été altéré dans sa date, en ce sens que l'on a écrit qu'il a été remis à mes chefs le 15 octobre 1894, date de l'arrestation de Dreyfus, alors qu'il a été établi et déposé à la fin même du mois, à l'issue de mon enquête. Je tiens à rectifier cette erreur, due à la presse, parce qu'il importe de détruire les allégations qui me représentaient comme ayant établi un autre rapport occulte concluant à la culpabilité de Dreyfus.

Il n'existe de moi qu'un seul rapport : celui qui a été lu ici, et si, dans ce rapport, je ne conclus pas à des poursuites contre Dreyfus, c'est que je ne m'y suis pas cru autorisé, ayant été enrayé dans mon enquête, par la raison d'Etat, ayant reçu défense d'entendre aucun témoin, et n'ayant pas fait prêter serment aux

experts en écritures (cette formalité ayant été remplie par M. le Préfet de police).

Pour toutes ces raisons, j'aurais jugé téméraire et irrégulier de poser des conclusions fermes ; mais, pour dissiper toute équivoque, je dois dire que j'étais, et que je suis, jusqu'à preuve du contraire, convaincu de la culpabilité de Dreyfus.

Demande posée par un conseiller. — Quelles sont les circonstances qui vous ont amené à penser qu'un compte rendu avait été communiqué à la presse ? L'erreur de date signalée par vous, et qui a consisté à placer votre rapport à la date du 15 octobre, alors qu'il a, manifestement et d'après son contexte même, été établi à la fin de votre enquête, c'est-à-dire à la fin d'octobre, aurait pu vous mettre en garde contre les erreurs inséparables d'une sténographie, qui n'a eu à être révisée par personne ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je constate simplement des erreurs sténographiques, et je les relève. Outre ce rapport, on a lu, devant vous, des fragments d'interrogatoires. Je dois m'attacher d'abord aux faits relevés à ce propos.

On a relevé le fait qu'avant d'informer Dreyfus qu'il était accusé et qu'il allait être arrêté, je lui ai dicté une lettre. Cette dictée avait pour but de me permettre de surseoir à l'arrestation de Dreyfus, s'il n'avait manifesté aucun trouble en l'écrivant. Or, quelle que soit la raison que l'on donne de ce trouble, il a existé puisque Dreyfus lui-même s'en est excusé immédiatement, au cours de ses interrogatoires, et à l'audience du Conseil de guerre.

Qu'a-t-on relevé encore ? Que j'ai fait écrire Dreyfus dans sa prison, debout, assis, couché, ganté et déganté. J'en avais reçu l'ordre, et cet ordre m'avait été donné à la requête d'un expert — M. Bertillon, je crois.

On m'a reproché encore d'avoir cherché à extorquer des aveux à Dreyfus par la promesse d'une audience du ministre. Je possède la note de service, par laquelle le chef d'état-major général me dit : « Le ministre est prêt à recevoir Dreyfus sous certaines conditions. »

Et c'est tout ; car je ne m'arrêterai pas ici à réfuter les racontars méprisables qui m'ont représenté, depuis dix-huit mois, comme le tortionnaire de Dreyfus et de sa famille. J'ai toujours traité Dreyfus avec courtoisie et considération, et sa famille avec les plus grands égards.

Je n'en veux pour preuves que les messages intimes dont Mme Dreyfus me chargeait pour son mari et dont Dreyfus me chargeait pour sa femme.

Je n'en veux pour preuves que les remerciements qui m'ont été adressés le jour de la clôture de mon enquête.

Je n'en veux pour preuves, enfin, que les visites qui m'ont été faites postérieurement à cette enquête, les demandes de renseignements et de conseils qui m'ont été adressées verbalement et par écrit, les lettres qui m'ont été adressées après mon enquête. J'ai ces lettres.

Au surplus, tous mes actes ont été connus de mes supérieurs hiérarchiques. Toute ma procédure a été examinée successivement par eux, par le Parquet du Conseil de guerre lui-même, par le Conseil de révision. Nul n'y a trouvé à redire. Et si, aujourd'hui, il en est autrement, je m'étonne qu'on s'en prenne à l'officier de police judiciaire, non aux chefs responsables qui ont connu et couvert mes actes alors.

Le 31 décembre 1894, j'ai eu avec Dreyfus — postérieurement au rejet de son pourvoi, et par ordre du ministre de la guerre — un entretien qui a donné lieu, de ma part, à un compte rendu détaillé que lui j'ai adressé le jour même.

Le 6 janvier 1895, le général Gonse et le colonel Sandher m'apprennent que Dreyfus avait fait des aveux la veille ; dès lors je ne m'occupai plus de cette affaire que pour donner, soit au colonel Picquart, chef du service des renseignements, soit à mes chefs, les éclaircissements qu'ils croyaient nécessaires pour le bien du service.

Du mois de janvier 1895 à la fin d'octobre 1897, j'ai fait mon service au bureau des opérations militaires, à l'état-major de l'armée. Pendant ce laps de temps, je suis resté étranger aux agissements qui ont pu être faits pour ou contre la chose jugée, et aux difficultés survenues entre le colonel Picquart, ses chefs et ses subordonnés. J'ai ignoré la nature de ces difficultés et jusqu'à leur existence ; si donc des personnes ont pu faire croire au colonel Picquart que j'avais été attaché à un titre quelconque, au service des renseignements, ces personnes l'ont trompé et ont eu intérêt à le tromper pour dériver sur moi l'irritation causée en lui par les manœuvres policières dont il s'est plaint.

Le président. — Vous nous avez dit que le 31 décembre 1894 vous vous étiez rendu, d'ordre du ministre, à la prison du Cherche-Midi, et que vous aviez eu une entrevue avec Dreyfus. Quelle était la nature de votre mission et quels propos avez-vous tenus au condamné ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je rappelle que j'ai dit que j'avais établi un compte rendu détaillé de cet entretien ; dans ce compte rendu se trouvent exposés les motifs pour lesquels le ministre m'envoyait auprès de Dreyfus et les détails de l'entretien. J'estime la question trop grave pour m'en rapporter à des souvenirs vagues de plus de quatre ans, la seule expression à une importance d'autre plus grandes. Je demande donc qu'on se reporte à ce compte rendu, et on se pourra voir que ni dans ce compte rendu, ni dans la lettre officielle adressée, le même jour, au ministre par Dreyfus, il n'a été question d'amorçage.

Le président. — D'après les aveux que le capitaine Lebrun-Renaud dit avoir été faits par Dreyfus, ce dernier aurait prononcé la phrase suivante : « Je suis innocent. Il me l'a fait dire par du Paty. Il sait que, si j'ai livré des documents, c'étaient des pièces sans importance, pour en obtenir de plus sérieuses en échange. » Votre entretien avec Dreyfus, les questions que vous lui avez posées, peuvent-ils, d'une manière quelconque, avoir inspiré à Dreyfus le propos qu'il a tenu et être interprétés par lui dans le sens de ces exclamations ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — En aucune façon. Du reste, qu'on se reporte au compte rendu que j'ai établi le soir même de l'entretien, 31 décembre 1894, et remis au cabinet du ministre le soir du dit jour. De ce compte rendu a été extraite, de mémoire, une note, en date du 24 septembre 1897, qui m'a été demandée dans un but dont je ne me souviens plus. Je maintiens sinon le dire, du moins le sens de ce qui a été dit dans cette note.

Demande posée par un conseiller. — Indépendamment du dossier comprenant les pièces de votre enquête et la procédure instruite par M. d'Ormescheville, le service des renseignements a établi un dossier secret. Voudriez-vous nous faire connaître les circonstances dans lesquelles vous avez été amené à faire un commentaire des pièces composant ce dossier secret ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Il est exact que le colonel Sandher m'a prié d'écrire une note sous ses yeux, et avec sa collaboration, en vue d'établir la concordance entre certaines pièces qu'il m'a montrées. Le colonel Sandher m'a pris cette note ; j'ignore ce qu'il en a fait.

Ce fait a dû se passer au commencement de décembre 1894.

Demande posée par un conseiller. — Quel est le sens exact que le témoin attache à ce mot de concordance auquel il a réduit tout à l'heure l'intérêt de la note dont il était question ? Est-ce seulement la concordance des pièces entre elles, destinée à établir l'authenticité par une communauté d'origine ? Ou bien est-ce la concordance de ces pièces destinées à démontrer plus ou moins la culpabilité de Dreyfus ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — C'était pour établir la concordance entre ces pièces, en vue d'établir qu'il y avait une trahison à l'état-major de l'armée.

Le président. — Pourriez-vous nous dire quelles étaient les pièces qui figuraient dans ce dossier et qui étaient l'objet de la note ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je n'ai pas vu le dossier ; j'ai vu un certain nombre de pièces tirées d'un dossier et qui ont été mises successivement sous mes yeux. Les pièces énumérées par le colonel Picquart faisaient partie de celles qui ont passé sous mes yeux ; je ne m'en souviens pas assez pour pouvoir les énumérer moi-même, le nom de Dreyfus n'a pas été écrit par moi dans cette note, autant que je puis m'en souvenir.

Demande posée par un conseiller. — Vous avez dit, tout à l'heure, que vous n'aviez pas cherché à être chargé de l'affaire Dreyfus, bien au contraire. Or, il résulte de la déposition d'un témoin, entendu par la Cour dans sa séance du 30 décembre 1898, que vous auriez vivement désiré avoir l'affaire Dreyfus. Voici, en effet ce que dit le témoin : « C'est du Paty qui, à l'insu de ses chefs, a fait connaître à la presse l'arrestation de Dreyfus, tenue cachée par le gouvernement pendant quinze jours. Il a voulu ainsi forcer la main au gouvernement et avoir le procès. »

Le lieutenant-colonel du Paty. — Le témoin ignore absolument dans quelles conditions j'ai été chargé de cette affaire, à mon corps défendant. Tout cela est un roman.

Demande posée par un conseiller. — Vous venez de nous déclarer que de janvier 1895 à fin octobre 1897, vous êtes resté étranger aux agissements faits pour ou contre la chose jugée. Il résulte cependant de deux ou trois réclamations de témoins, reçues par la Cour, que vous auriez publié deux articles intitulés l'un et l'autre « Le Traître » dans le journal l'Eclair des 10 et 15 septembre 1896 ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je réponde que je suis resté entièrement étranger à tous ces agissements et notamment à tous les articles de journaux qui ont été publiés, soit par l'Eclair, soit par d'autres feuilles, tandis que je me trouvais aux manœuvres de 1896 dans la Charente, ou aux manœuvres de 1897 où tout autre moment.

Les articles de l'Eclair de septembre 1896 ont été attribués à une personnalité tout autre ; il est visible qu'ils sont inspirés par un agent provocateur, et le journal s'est chargé de qualifier, comme il le mérite, celui qui a osé prétendre que j'en étais l'auteur, le collaborateur ou l'inspirateur.

Au ministère de la guerre, on ne s'y est pas trompé et on a jugé que ces articles étaient destinés à préparer la riposte qui s'est présentée sous la forme de la brochure Bernard Lazare : « L'auteur de ces indiscrétions, a dit devant moi le général Gonse, ne pouvait être que quelqu'un appartenant à la section de statistique. »

Demande posée par un conseiller. — Vous venez de parler de l'opinion où l'on était alors au ministère de la guerre, au sujet de cet incident. Savez-vous si cette opinion a continué d'être admise sans contestation au ministère ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Les personnes qui se trouvaient alors au ministère, ayant changé, il est possible que les opinions aient changé.

Le 23 octobre 1897, le général Gonse m'envoya chercher au bureau des opérations militaires, où je faisais mon service et où j'étais chargé d'un travail urgent, secret et important. Je fus instruit alors partiellement de la campagne qui,

me disait-on, était commencée depuis dix-huit mois et sur le point d'éclater au grand jour, tendant à substituer Esterhazy à Dreyfus.

Je ne connaissais Esterhazy que pour l'avoir vu deux fois, sans lui parler, au cours d'une expédition en Afrique, il y a dix-huit ans. Je n'en avais pas entendu parler depuis, et je n'avais jamais eu avec lui aucune relation, ni directe, ni indirecte.

Je ne crois pas devoir exposer ici à quelles considérations d'ordre supérieur j'ai obéi, en allant au secours d'un homme qui m'a été alors représenté comme digne d'intérêt, qui m'a été représenté comme ayant été l'objet d'une enquête longue et minutieuse, à la suite de laquelle il avait été reconnu innocent du crime qu'on allait lui imputer et qu'il avait été reconnu tel à l'unanimité par un Conseil de guerre.

Mes relations avec Esterhazy ont été connues de certains membres du gouvernement, elles ont été provoquées, connues, utilisées par mes chefs, notamment par le général Gonse. Mes relations directes ont cessé le jour où j'ai reçu l'ordre de ne pas voir Esterhazy.

Mes relations indirectes ont eu lieu par des intermédiaires, dont les uns m'ont été imposés par mes chefs et dont les autres se sont imposés à moi ou m'ont été imposés par les circonstances.

Ces relations ont donné lieu à des légendes contre lesquelles je n'ai cessé de protester auprès de qui de droit, notamment en ce qui concerne des télégrammes que je n'ai ni écrits ni expédiés, et en ce qui concerne une pièce qui aurait été remise à Esterhazy et qu'il n'a jamais eue entre les mains et qu'il n'a jamais rapportée au ministère.

J'ai demandé maintes fois, verbalement et par écrit à poursuivre mes colonnes ; cette permission ne m'a jamais été accordée.

Quant à la pièce qui a amené la mort du colonel Henry, j'ai connu son existence le 14 septembre 1895 ; je l'ai vue deux fois, le 19 du même mois et à la fin de février 1898.

Je dois dire que cette pièce m'a inspiré des larmes, les plus graves soupçons, j'ai pensé que le service des renseignements s'était laissé glisser un document apocryphe ; j'ai fait part de mes doutes au général Gonse en février 1898 ; j'ai réitéré l'expression de ces doutes quelques jours après en présence du colonel Henry.

Je suis triste sans amertume, mais non sans tristesse, qu'à partir du jour où en présence du colonel Henry, j'ai signalé les soupçons que m'inspirait ce document, j'ai été l'objet de manœuvres détournées, tendant à me compromettre et à m'éloigner.

Quant j'ai connu l'acte du colonel Henry, je me suis expliqué pourquoi, chaque fois que j'insistais sur les soupçons que j'avais sur cette pièce, de nouvelles et inexplicables difficultés surgissaient autour de moi. En cherchant à m'écarter de sa route, le colonel Henry faisait œuvre de conservation ; cette œuvre aurait dû finir avec lui ; j'ai le regret de constater qu'elle lui a survécu et que la malveillance n'a pas désarmé, car aujourd'hui encore, on cherche à intervenir les rôles et à m'attribuer tous les actes restés inexplicables.

Le président. — Votre déposition est extrêmement générale et ne nous fait connaître aucun des faits particuliers auxquels vous avez participé. Veuillez donc la reprendre à partir du jour où le ministère de la guerre a été prévenu par une lettre anonyme, signée P. D. C., du complot qui se tramait contre Esterhazy et nous indiquer dans tous leurs détails les faits auxquels vous auriez été associé, à partir de cette époque ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — J'ignore à quels documents il peut être fait allusion. C'est la première fois que j'en entends parler. Je ne sais donc pas l'époque à laquelle il faut me reporter.

Il est exact qu'il y a eu une réunion dans laquelle on a agité la question des moyens de prévenir Esterhazy, et parmi ces moyens celui d'une lettre anonyme dont la rédaction a été modifiée deux fois. Une de ces lettres était la copie presque textuelle d'une lettre anonyme écrite à l'adresse du ministre. L'autre était beaucoup plus brève et a été rédigée par le colonel Henry.

Les lettres doivent exister encore ; elles n'ont pas été envoyées. La dernière fois que j'ai vu les dossiers dans lesquels elles devaient se trouver, ces dossiers étaient à l'état-major.

Je ne puis pas préciser, n'ayant jamais appartenu au service des renseignements.

Le président. — Esterhazy n'a-t-il pas été prévenu par un autre moyen, c'est-à-dire par une lettre qui lui a été envoyée, vers le 20 octobre 1897 sous la signature « Espérance » n'est-ce pas vous qui l'auriez ainsi prévenu ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je réponde que, le 23 octobre 1897, je ne connaissais Esterhazy que pour l'avoir vu deux fois, sans lui parler, en Afrique, il y a dix-huit ans ; je n'en avais pas entendu parler depuis, et je n'avais eu aucune relation ni directe ni indirecte avec lui.

Demande posée par un conseiller. — Le témoin a-t-il su, en 1896, qu'on s'occupait d'Esterhazy au ministère de la guerre.

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je réponde que j'avais vu Esterhazy deux fois, il y a dix-huit ans, sans lui parler et que je n'en avais pas entendu parler depuis.

Je réponde en outre que, de janvier 1895 à fin d'octobre 1897, je n'ai participé en aucune façon aux agissements pour ou contre la chose jugée, aux difficultés entre le colonel Picquart, ses chefs ou ses subordonnés, et que j'ai ignoré jusqu'au 23 octobre 1897 qu'il était question d'Esterhazy au ministère de la guerre jusqu'à cette date.

Demande posée par un conseiller. — M. le général Rogé, dans sa déposition du 23 novembre 1898, s'est exprimé ainsi : « Le commandant du Paty a eu connaissance de l'enquête Picquart en 1896. Puisque Picquart lui-même lui a montré un spécimen de l'écriture d'Esterhazy qu'il avait fait photographier. Il connaissait donc la personnalité d'Esterhazy par l'enquête Picquart ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Le général Rogé fait une grave erreur et une déduction qu'avec tout le respect que je lui dois je qualifie de téméraire. Il est faux que j'aie eu connaissance de l'enquête faite par le colonel Picquart au sujet d'Esterhazy.

Il est exact que peu de jours avant mon départ pour les manœuvres de 1896 le colonel Picquart est venu me trouver, et, après avoir fait allusion aux bruits d'évasion de Dreyfus un ou deux jours, il me dit : « A ce propos, il faut que je vous montre deux choses curieuses, et il me présente deux photographies, l'une qui était la photographie du bordereau, l'autre une photographie truquée et maquillée et il me demanda si je ne reconnaissais pas de ressemblance entre l'écriture des deux photographies. Il me dit que la lettre truquée provenait de la même source et était arrivée dans le même état que le bordereau. Il était manifeste qu'il ne pouvait en être ainsi par la contenance de la lettre maquillée. Ainsi j'éprouvais pour la première fois un certain sentiment de défiance vis-à-vis du colonel Picquart.

Après avoir examiné ces pièces pendant dix minutes ou un quart d'heure je les lui rendis en lui disant que je trouvais des analogies frappantes entre ces deux écritures, mais que je trouvais aussi certaines dissimilitudes et me basant sur ce qu'il m'avait dit de l'origine du document qui était manifestement inexacte je l'engageai à se méfier d'un piège et je lui dis que cette écriture ayant aussi une certaine analogie avec celle d'un autre membre de la famille Dreyfus il avait pu être trompé.

Le colonel Picquart parut contrarié, il reprit ses papiers en me priant de n'en parler à personne.

Quant il eut quitté le ministère, je crus devoir m'occuper de cet incident au général Gonse qui ne crut pas devoir m'éclairer à ce sujet et c'est au Conseil de guerre Esterhazy que j'ai appris que j'avais eu sous les yeux une lettre tronquée d'Esterhazy.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1899

Demande posée par un conseiller. — M. le général Rogé nous a dit qu'il s'était procuré la certitude que la lettre du 20 septembre 1897, signée Espérance et dans laquelle on prévenait Esterhazy de la campagne qui allait être entreprise contre lui, était de vous. Il nous a dit que vous seriez allé le 16 octobre au service des renseignements, que vous auriez demandé sous un prétexte quelconque, l'adresse d'Esterhazy, qu'on vous aurait renvoyé à l'agent chargé de la surveillance d'Esterhazy, et que celui-ci vous aurait donné l'adresse d'Esterhazy à Dammartin-la-Planchette ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je proteste de la façon la plus formelle, contre l'accusation formulée contre moi par le général Rogé, qui a été mal renseigné. Je n'ai pas écrit cette lettre. Je ne connaissais pas l'agent du service des renseignements, chargé de la surveillance d'Esterhazy. A une date que je ne puis préciser, mais qui devra remplacer dans toutes mes dépositions antérieures, celle du 23 octobre, on m'a parlé du commandant Esterhazy pour la première fois depuis dix-huit ans. J'ignore si, devant moi, on a parlé de l'adresse d'Esterhazy à la campagne ; je ne m'en souviens aucunement ; j'ai su néanmoins cette adresse, mais jamais, dans aucun cas, je n'ai adressé aucune pièce de communication au commandant Esterhazy hors de Paris.

Le président. — Nous représentons au témoin la lettre signée « Espérance. »

Le colonel du Paty. — Je crois reconnaître cette lettre pour celle qui m'a été montrée par Esterhazy, lors de notre première entrevue au parc de Mont-souris.

Demande posée par un conseiller. — Vous venez de nous dire que vous n'aviez pas entendu parler d'Esterhazy pendant dix-huit ans. Comment expliquez-vous qu'on se soit adressé à vous, qui n'apparteniez pas au service des renseignements, pour engager des négociations avec lui et le prévenir de ce qui se préparait contre lui ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Mes chefs ont eu des raisons que j'ignore ; et je réponde que je ne crois pas devoir exposer ici les considérations d'ordre supérieur auxquelles j'ai obéi en allant au secours d'un homme qui m'a été représenté alors par le colonel Henry, en présence du général Gonse, comme digne d'intérêt et que je ne connaissais nullement.

Demande posée par un conseiller. — Ne vous a-t-on pas dit à ce moment, qu'Esterhazy avait pu rendre certains services et qu'il était nécessaire de lui venir en aide ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Cette considération n'a nullement été invoquée, parmi celles qui m'ont été données.

Le témoin continue : La première entrevue que j'ai eue avec Esterhazy a été organisée au service des renseignements par le colonel Henry.

Je suis allé au rendez-vous fixé par un officier de ce service, chargé de me désigner le commandant Esterhazy, que je ne connaissais pas.

J'ai pris des précautions pour n'être pas reconnu, c'est-à-dire que j'ai mis des

conserves et une barbe noire, dans le but, si Esterhazy était l'objet d'une surveillance occulte, de ne pas mettre en cause l'état-major.

Le colonel Henry était dans le voisinage. L'officier qui m'accompagnait était Gribelin.

Le commandant Esterhazy m'a paru sincère dans son indignation contre les personnes qui allaient le dénoncer ; il était déjà prévenu par une lettre et je crois par une autre voie.

Certains détails de conversation, il m'a semblé qu'il était informé de faits ne figurant pas dans la lettre qu'il me fit voir.

L'entrevue dura à peu près une heure. J'eus plusieurs autres entrevues avec Esterhazy jusqu'au jour où je reçus défense du général de Boisdeffre de le voir, vers le 16 novembre 1897.

Les relations par intermédiaires ont eu lieu, comme je l'ai dit, au moyen de certaines personnes, parmi lesquelles Mme Pays. Ces relations se sont bornées à des transmissions de messages.

Au cours de mes entrevues avec Esterhazy, il m'a parlé de certains personnages qui le renseignaient tant sur les agissements de ses adversaires que sur certains faits qui se passaient au ministère. Je n'ai jamais vu ces personnages, j'ignore leur qualité et leur sexe.

Jamais le commandant Esterhazy ne m'a parlé de « Dame voilée ».

Esterhazy n'a jamais eu de document secret entre les mains ; les enquêtes Pellieux et Ravary ont montré qu'il ignorait le contenu du document dit « libérateur ». Esterhazy n'est pas venu au ministère le matin où ce document a été apporté au cabinet du ministre. J'ignore qui y a apporté ce document.

Outre les officiers nommés ci-dessus, qui ont été en rapport avec Esterhazy, il y eut à mon insu (je l'ai su depuis) des agents civils du service des renseignements qu'il a connus. Il m'en a nommé un.

Quant aux télégrammes « Speranza » et « Blanche », je réponde que je ne les ai ni écrits, ni envoyés, ni fait écrire.

Ces télégrammes ont servi de base à une accusation qui a été réduite à néant par la Chambre des mises en accusation.

J'entends réserver tous mes moyens pour le moment où il sera donné suite, s'il y a lieu, aux plaintes déposées par moi contre les mains de M. le ministre de la guerre.

1^{re} Plainte pour divulgation d'un acte d'instruction par voie de publicité, avant la lecture de l'acte d'accusation ;

2^{de} Plainte contre un magistrat instructeur, qui, après m'avoir fait venir à son domicile privé, sur un ordre du général de Boisdeffre, hors la présence de son greffier et de mes conseils, après avoir sollicité et obtenu de moi un spécimen actuel de mon écriture, a introduit dans une ordonnance judiciaire des faits sciemment faux au sujet d'une expertise en écriture, ayant été reconnus faux par un arrêt de la Chambre des mises en accusation.

Pour ces motifs — voulant garder comme je l'ai dit — tous mes moyens, je ne parlerai plus de ces télégrammes.

Dans ce que j'ai dit précédemment de la « Dame voilée », il doit s'entendre qu'Esterhazy m'a parlé d'une inconnue, sans me la présenter jamais sous le nom de « Dame voilée ». C'est par cette inconnue, notamment, qu'Esterhazy a eu de nombreux renseignements sur les agissements de ses adversaires.

Le président. — Que savez-vous en ce qui concerne la remise, par cette inconnue ou par tout autre personne, du document dit « libérateur » ?

Echos

La Température

Une tempête sévit sur la Baltique; sur la Manche, la Bretagne et la Gascogne, le vent est faible de l'ouest, la mer belle ou peu agitée. Des pluies sont tombées à Clermont, Cherbourg et Dunkerque. La température s'est un peu abaissée; elle donnait hier à Paris : 12° au-dessus du matin à huit heures et 15° 1/2 à trois heures; on notait 16° à Perpignan. Le temps va rester doux, avec ciel nuageux; hier, ciel brumeux. Dans la soirée, le baromètre se tenait à 762mm, après avoir indiqué 764mm pendant le jour.

Monte-Carlo. — Thermomètre : le matin à huit heures, 14°; à midi, 17°. Beau temps.

Les Courses

A 2 h., Courses à Neuilly-Levallois. — Gagnants de Robert Milton :
Prix de la Marne : Raifort.
Prix Bayadère : Sadova.
Prix Conquerant : Ranavallo.
Prix d'Essai : Stuart.
Prix des Fortifications : Quicklime.

CONCOURS HIPPIQUE

A 9 heures du matin : Examens d'équitation pour jeunes gens de 10 à 20 ans.
A 1 heure : Chevaux attelés seuls (2^e classe, 1^{re} division). — A 3 heures 1/2 : Prix internationaux, 1^{re} série, chevaux de selle.

PAUVRE CAPITAL !

Je vais confesser un péché : Je suis allé hier soir au théâtre de la République assister à une soirée panachée d'éloquence et de musique, dont le principal attrait, en dehors de la musique, était un discours de Jaurès, succédant à une conférence de M. Gérault-Richard et à des vers par le poète Maurice Bouchor. Si la soirée était panachée, la salle l'était encore davantage : il y avait là des représentants de la classe capitaliste et de très nombreux délégués du prolétariat; tubes de soie et chapeaux mous mélangés.

J'en avais, oserai-je l'avouer ? jamais entendu Jaurès, ayant l'habitude de ne pas mettre les pieds dans les Chambres ni dans les réunions publiques, et me contentant parfaitement des comptes rendus de ce qui se passe dans ces endroits. Je l'ai trouvé très bien. Un peu dur, toutefois, ou, pour parler plus exactement, un peu dominican. Mais du souffle, de la puissance, de l'éloquence enfin. Il est vraiment stupide que cet homme-là ne soit pas dans le Parlement, comme il serait scandaleux d'ailleurs, sans faire de comparaison, que le comte de Mun n'y fût pas.

Le discours de Jaurès se divise en deux parties : la lutte sociale et l'affaire Dreyfus. Si vous voulez bien, nous ne parlerons pas de la seconde partie. L'affaire Dreyfus tient aujourd'hui dans le *Figaro* une certaine place. Il ne faut pas abuser. Rabattons-nous donc sur la lutte sociale.

Jaurès en a dit de belles à la partie aristocratique de son auditoire, qui n'a pas bronché. Il lui a dit : « Il faut être audacieux. Il faut vous donner beaucoup de mal pour gagner beaucoup d'argent et aussi pour doter le prolétariat de grandes réformes qui lui permettront de vous succéder, quand il en sera temps. Les classes, comme les individus, doivent mourir debout. Restez donc debout jusqu'à ce qu'on vous enterre. »

Je regardais sournouement mes voisins et je lisais dans leurs yeux cette réflexion : « Toi, mon bonhomme, va toujours. Tu nous racontes tout ça, que l'humanité évolue, que les passants du boulevard des Italiens se relèvent à leurs ancêtres des cavernes et qu'ils n'ont pas le droit de croire qu'ils sont l'humanité finale, le terme incommutable de l'humanité. C'est vrai pour le vêtement, les cheveux, les dents, la peau, et encore ! Mais c'est faux précisément pour la spécialité de revendications que tu as embrassées. Car la bourgeoisie possède et le prolétariat envie aussi vieux que l'homme même. Ils n'ont pas changé. Au sortir du paradis, toute la bourgeoisie possédante s'appelaient Abel; le prolétariat, Cain. Il y eut alors un premier essai des journées de Juin. Ça n'a pas réussi. Ça n'a jamais réussi. Et ça ne réussira jamais qu'à tirer de pair les hommes de talent comme toi. »

Il est probable d'ailleurs que tous les gens qui étaient assis à écouter ces anathèmes contre la société actuelle possédante au moins un livret à la Caisse d'épargne, qu'ils n'ont pas le moindre désir d'immoler au prolétariat. Il n'y a rien qui vous rende patient pour entendre injurier le capital comme d'en avoir un morceau appréciable dans sa poche. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Un peu de statistique au sujet de ce malencontreux budget de 1899 que, si péniblement, la Chambre est enfin parvenue à terminer.

Commencée le 16 janvier dernier, la discussion du budget s'est poursuivie pendant cinquante et une séances, qu'elle a, pour la plupart, prises en leur entier. C'est dire que, depuis la rentrée, toutes les séances, sauf celle où fut discutée la loi de dessaisissement et deux ou trois autres consacrées à des interpellations secondaires, ont été des séances budgétaires.

De ces cinquante et une séances, quarante-cinq se sont tenues l'après-midi et six le matin. Il n'y a eu, cette fois, aucune séance de nuit.

Au total, le budget de 1899 a occupé cent quatre-vingt-quatre heures de travail, pendant lesquelles ont été examinés trois cents amendements environ, le nombre des amendements distribués aux députés ayant été exactement de trois cent quatre-vingt-sept. Pour ce qui est de discours prononcés, il faut renoncer à en dresser le compte.

Tant de paroles et un si grand effort pour aboutir à une augmentation de onze millions des charges des contribuables !

Les ingénieurs du Métropolitain viennent de fixer pour le mois prochain l'horaire de leurs travaux de façon à ménager un temps d'arrêt de huit à dix jours aux abords de la date du Grand Prix et des fêtes de Paris que nous avons annoncées.

Dès le 25 avril six gares seront terminées : celles de la place de la Nation, de l'Hôtel de Ville, de la rue du Louvre, du Palais-Royal, de la place de la Concorde et du Palais de l'Industrie. A peine quelques travaux resteront à faire à celles du Palais-Royal et de la Concorde.

A cette date, on arrêtera les travaux pour ne les reprendre activement qu'après le Grand Prix, et on rendra à Paris son aspect normal pendant les fêtes, les boucliers continuant seuls à avancer sous le sol, à l'insu des promeneurs.

Après les fêtes par exemple, ce sera le grand coup de feu, un coup de feu qui durera deux mois, car l'administration complète livrer dans un an, jour pour jour, le Métropolitain à la Compagnie chargée de l'exploitation.

La Fête de Flore organisée par Rodet sera le clou de la saison et attirera ce soir au Moulin-Rouge le Tout-Paris qui s'amuse et les étrangers de marque.

Le nouveau volume de Gyp, *Les Cayennes de Rio*, qui paraît aujourd'hui chez l'éditeur Ernest Flammarion, est l'un des plus étincelants du spirituel écrivain. C'est une très mordante satire des gens et des mœurs d'un certain grand monde que l'auteur y fustige avec cette fine ironie qui lui est habituelle et qu'elle sait si bien manier.

Nouvelles à la Main

Champanet a fait une remarque. — C'est curieux, dit-il, tous les prétendus faiseurs de miracles portent le même nom... Comment donc les appelle-t-on, déjà ?

— Des thaumaturges ? — Précisément ! Je savais bien que ça commençait par Thomas...

Le jeune Gaston vient de se faire payer, par son oncle, un tricycle à pétrole. — Mon petit *teuf-teuf* de Pâques, dit-il à tous ses amis.

Le Masque de Fer.

NOTRE PAGE MUSICALE

En cette semaine de recueillement et de mystère, la musique religieuse, la plus belle de toutes les musiques, chante et pleure sous les vastes nefs des églises le plus douloureux et le plus saisissant épisode de la vie du Christ.

Il a inspiré les plus grands compositeurs depuis Palestrina jusqu'à Gounod. Chacun a traité le sujet selon son tempérament ; ainsi Bach en a tiré un oratorio d'une admirable sobriété ; Rossini, un stabat.

Mais de toutes ces œuvres, il n'en est pas, assurément, qui produise avec moins de « moyens », autant d'émotion vraie que le *Chemin de la Croix*, d'Alexandre Georges. Ce sont douze poèmes religieux d'Armand Silvestre, commentaires éloquentes des douze stations de l'Écriture — mis en musique par l'auteur des *Chansons de Miska*. M. Alexandre Georges a cherché à évoquer les moindres détails de la voie douloureuse : la Flagellation, la Rencontre de la Vierge, de Sainte-Véronique, les Souffrances, la Mise en croix, la Mort.

Le *Chemin de la Croix* est édité par Enoch et C^{ie}.

A L'ÉLYSÉE

M. Loubet propose et le Président de la République dispose.

Le fils des fermiers de Marsanne rêvait de profiter des vacances de Pâques pour se rendre à Montélimar d'abord, cela va sans dire, mais de là au pays natal, dans la petite voiture qu'il avait l'habitude de conduire lui-même. Impossible.

Montélimar veut le garder. Elle s'arroge le droit de fêter, comme il convient, le compatriote dont elle est fière.

M. Loubet, qui n'a que deux jours à lui, ne pourra donc aller revoir, cette fois, le domaine familial où vit encore sa mère. C'est celle-ci qui viendra de Marsanne à Montélimar.

Il partira de Paris mercredi, à neuf heures du soir, avec le général Bailloud, M. Combarieu et probablement son fils aîné.

Il s'arrêtera une demi-heure jeudi matin, à Valence, où les autorités veulent le féliciter, et arrivera vers dix heures à Montélimar où il passera près de deux jours au milieu de fêtes qui auront un caractère tout particulier puisqu'il n'y a pas dans la ville un habitant qu'il ne connaisse intimement.

Samedi matin, de retour à Paris, il commencera sa journée par la promenade quotidienne qui est sa récréation favorite.

Quand il n'était que Président du Sénat, M. Loubet, chaque matin, à huit heures, prenait l'omnibus de l'Odéon-Batignolles, descendait au grand boulevard et de là, soit par les rues de Richelieu ou Vivienne, soit en gagnant l'Opéra, rentrait pédestrement au Petit-Luxembourg.

Cette promenade lui a toujours été nécessaire avant le travail intellectuel de la journée. Aussi n'a-t-il point trouvé que son élévation à la Présidence de la République fût une raison suffisante pour l'y faire renoncer.

Tous les matins, soit avec son fils aîné, soit avec le général Bailloud ou un autre membre de sa maison, il part à pied de l'Élysée. Tantôt il prend le faubourg Saint-Honoré, la rue Royale, pour suivre sur un trottoir, les grands boulevards jusqu'au faubourg Montmartre et revenir par l'autre trottoir. Tantôt il sort par le jardin et monte les Champs-Élysées jusqu'à l'Arc de Triomphe.

Les personnalités politiques sortant rarement à une heure si matinale, M. Loubet, qu'on ne s'attend pas à rencontrer presque seul sur les boulevards, n'est presque jamais reconnu, et c'est pour lui un grand plaisir de s'arrêter, en bon badaud, devant un magasin, une maison en construction, les nouveaux palais des Beaux-Arts, les divers tableaux qu'offre la voie publique.

M. Loubet ne sort en voiture que quand le temps est douteux ; il se rend alors au bois de Boulogne.

Vers neuf heures et demie il rentre à l'Élysée et les réceptions commencent. Elles ne sont, nous assure-t-on, embarrassantes pour personne à cause de l'affabilité avec laquelle le nouveau président reçoit. Les visiteurs sortent du salon

mesquines et louches intrigues de la politique. Il osait parler haut et ferme, lui, pour défendre l'honneur de dix générations de soldats. A vous, Monsieur le Président de la République, de juger si vous devez ou non forcer à porter la question sur ce terrain. Un Esterhazy ne craint rien, ni personne, sinon Dieu. Rien, ni personne ne m'empêchera d'agir comme je le dis, si on me sacrifie.

Le lieutenant-colonel du Paty. — J'ai eu connaissance de cette lettre, au ministère de la guerre. Les canevases que j'ai soumis à Esterhazy ne contenaient pas toutes ces paroles.

Le président. — Dans sa seconde lettre, du 31 octobre, Esterhazy parle très clairement de la remise qui lui a été faite, par une femme gendarme, de la photographie d'une pièce qu'elle aurait réussi à soustraire au colonel Picquart.

Cette pièce, dit la lettre, a été volée dans une légation étrangère par le colonel Picquart, et est des plus compromettantes pour certaines personnalités diplomatiques. Si je n'obtiens ni appui ni justice, et si mon nom vient à être prononcé, cette photographie, qui est en lieu sûr, à l'étranger, sera immédiatement publiée.

Enfin, dans sa troisième lettre au Président de la République, du 5 novembre 1897, il revient sur le même sujet, en disant :

La femme qui m'a mis au courant de l'horrible machination ourdie contre moi, m'a remis, entre autres, une pièce qui est une protection pour moi, parce qu'elle prouve la canaillerie de Dreyfus, et qui est un danger pour mon pays parce que sa publication avec le fac-similé de l'écriture forcera la France à s'humilier ou à faire la guerre.

De ces textes, il résulte clairement que dès le 31 octobre 1897 Esterhazy avait en main le document dit *libérateur*, qu'il le connaissait, qu'il en comprenait la portée, et qu'il avait éventuellement l'intention d'en servir. Il est donc bien difficile d'admettre, comme vous le disiez tout à l'heure, que ce document ne lui aurait pas été remis et qu'il ne l'aurait pas connu.

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je répète que le commandant Esterhazy n'a jamais eu le moindre document entre les mains, qu'il ne l'a pas rapporté au ministère de la guerre, que la personne qui a déposé ce document au cabinet du ministre n'est pas le commandant Esterhazy, et que je ne connais pas son nom.

Le président. — Qu'est-ce qui vous permet de faire cette triple affirmation ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Esterhazy me l'a dit.

Il n'a pas rapporté la pièce ; il me l'a dit. J'ignore le nom de la personne qui a apporté la pièce au cabinet du ministre, à onze heures du soir ; mais ça n'est pas Esterhazy.

Demande posée par un conseiller. — Comment expliquez-vous, alors, que le ministère de la guerre ait envoyé à Esterhazy un reçu d'une pièce qu'il n'aurait pas apportée ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je n'explique pas. J'ai entendu dire au ministère qu'il fallait envoyer un reçu.

Le président. — Je reviens à la question des lettres au Président de la République. Vous savez qu'Esterhazy prétend que ces lettres lui ont été dictées : l'une, dit-il, au pont Caulaincourt ; une autre, au pont des Invalides ; la troisième, je ne sais plus où. Il les a écrites au crayon, dit-il, sous la dictée de quelqu'un, et les a recopiées chez lui. Pourriez-vous nous dire qui est ce quelqu'un ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Les dires d'Esterhazy sont de ceux sur lesquels je ne veux pas me prononcer.

Le président. — Etes-vous personnellement demeuré étranger à ces dictées ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — J'ai dit que j'avais donné le canevase d'une de ces lettres.

Demande posée par un conseiller. — Nous vous présentons les enveloppes dans lesquelles était contenu le document dit « libérateur ». Connaissez-vous le cachet qui a été apposé, à la cire, sur ces enveloppes ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je ne connais pas ces armes.

Demande posée par un conseiller. — La lettre d'envoi de ce document, en date du 14 novembre 1897, au ministère de la guerre, lettre qui vient d'être placée sous les yeux de la Cour et qui est signée Esterhazy, implique bien que ce dernier a eu ce document entre les mains et l'a renvoyé à la guerre.

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je répète qu'Esterhazy n'a pas eu ce document en sa possession. Il ne l'a donc pas rapporté au ministère, et la personne qui a remis ce document au cabinet du ministre — ou à l'officier de service — n'est pas Esterhazy.

Le président. — Vous avez, dès le début, aidé Esterhazy dans les moyens par lesquels il a cherché à expliquer sa situation. Vous savez, sans doute, que dans la *Libre Parole* des 15, 16 et 17 novembre 1897 ont paru des articles signés « Dixi ». Il semble résulter de ce qu'il s'est passé devant le Conseil d'enquête qu'Esterhazy n'est pas l'auteur de ces articles, bien qu'il les ait pris sous sa responsabilité, et que ces articles, au moins en partie, viendraient de vous ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je ne parlerai ici que du seul article que je connaisse et dont je me souviens, et qui est le premier.

Lorsque l'affaire Esterhazy a été sur le point d'éclater, on a établi une sorte de résumé des préliminaires de cette affaire au service des renseignements.

C'est le colonel Henry, je crois, qui a fait ce résumé.

De ce résumé, il a été extrait une plaquette qui a été communiquée à Esterhazy, dans le but d'être distribuée à sa famille, à ses amis et à certaines autres personnalités. Cette plaquette devait être primitivement tirée sur la machine à écrire du service des renseignements.

Le colonel Henry a pensé que ce serait imprudent. On a préféré confier à Esterhazy le soin de la faire imprimer. Il n'a pas réussi à la faire imprimer.

A la suite de l'article du *Figaro* signé « Vido », Esterhazy a porté cette plaquette, transformée en article, à la *Libre Parole*, où elle a paru à titre de riposte à l'article « Vido ». Les corrections que j'ai apportées concernaient les allégations du commandant Forzinetti, si je ne me trompe.

Le président. — A la *Libre Parole*, on ne s'est pas mépris sur l'origine de l'article « Dixi ». Voici, en effet, ce qu'a dit un de ses rédacteurs, devant le Conseil d'enquête. M. de Boisandré déclare : « Qu'à la rédaction de la *Libre Parole*, on n'a jamais cru que l'article « Dixi » fut du commandant Esterhazy ; les communica-

tions faites à ce journal par ce même officier étaient transmises par ordre ». Un document vu par le témoin en fait foi. « Cet officier n'était qu'un intermédiaire entre le journal et l'état-major. » D'après cela, l'article « Dixi » apparaît comme une véritable communication officielle.

Le lieutenant-colonel du Paty. — C'est une erreur absolue, la communication n'est pas officielle.

Le président. — Lorsque Esterhazy a dû comparaître devant le général de Pellieux, désigné comme officier de police judiciaire, n'avez-vous pas — par une note présentant deux écritures — prévenu Esterhazy des questions qui seraient posées, et ne lui avez-vous pas indiqué les réponses qu'il devrait faire ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Il est exact que j'ai envoyé un message au commandant Esterhazy, pour lui donner quelques conseils personnels. J'ai employé deux écritures, mais je n'ai pas souvenir des termes de cette note pour me prononcer sans l'avoir sous les yeux.

Demande posée par un conseiller. — Avez-vous agi, dans cette circonstance, sur l'ordre de vos chefs ou bien spontanément ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Spontanément.

Le président. — Postérieurement à l'époque où l'on vous a fait défense de voir Esterhazy, n'avez-vous pas eu des relations avec son avocat, M. Tézenas, et ce, de l'avis, et peut-être même de l'ordre de vos chefs ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Oui.

Le président. — Dans quel but et sur quel ordre alliez-vous chez lui ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Pour garder le contact avec Esterhazy. Le général Gonse m'a prié, plusieurs fois, de voir M. Tézenas.

Le président. — Le général Gonse ne vous a-t-il pas remis, à ce moment, un article destiné à être publié et qui devait être, je le crois, transmis à M. Tézenas ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — J'ai, en effet, été chargé une fois — postérieurement au procès Esterhazy — de porter un article qui n'est indispensible m'a empêché de porter chez M. Tézenas. Il n'a pas été publié. Il est resté en ma possession. Je ne crois rien devoir dire de plus. Le mot article est un peu fort : il s'agissait d'une simple communication à faire passer dans la presse, par les soins de M. Tézenas.

Le président. — Cet article n'existerait-il pas encore aujourd'hui ? Ne serait-il pas à Bruxelles ? Et comment y serait-il arrivé ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Cet article existe encore, et je n'ai pas à dire où j'ai cru devoir le mettre.

Cet article me paraît, d'ailleurs, étranger à l'affaire qui est soumise à la Cour.

Le président. — Vous nous avez dit que vous avez commencé à éprouver certaines difficultés, dans votre situation à un ministère, du jour où vous avez déclaré au colonel Henry que la pièce par lui produite contre Dreyfus vous paraissait suspecte. Quels sont les indices qui ont pu vous faire douter, dès sa production, de l'authenticité de ce document ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — L'aspect du document lui-même, la similitude étrange entre certains mots de ce document et ceux d'un document mis à l'appui comme pièce de comparaison — document de comparaison, qui, je crois, datait de 1894.

Lorsque j'ai fait part de ces doutes, ultérieurement, à M. le ministre de la guerre Cavaignac — après son discours — le résumé de notre entretien à ce sujet a été, je crois : « C'est trop pareil. » Mais je répète que ça n'a été qu'une impression, puisque je n'ai vu ce document que deux fois, sans avoir le temps d'examiner autre chose que son facies général. Je répète que je n'ai jamais soupçonné qui que ce soit d'en être l'auteur, au ministère de la guerre, et je répète que je n'ai jamais soupçonné l'absolue sincérité de mes chefs, qui en ont fait usage.

J'ai cru que le document — s'il était apocryphe — avait été glissé, comme un piège, au service des renseignements.

Le président. — Quel était le but des démarches que vous avez faites auprès d'Esterhazy, avec l'assentiment de vos chefs ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je n'ai pas à exposer à quelles considérations, d'ordre supérieur, j'ai obéi en allant au secours d'Esterhazy que le colonel Henry, devant le général Gonse, m'a représenté comme étant digne d'intérêt.

Le président. — Qu'avez-vous dit à Esterhazy, dans ces entretiens ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Je lui ai dit, en substance : « Ne faites aucun acte irréparable. N'entrez dans aucun cas sur le terrain diplomatique. On sait, après une enquête longue et minutieuse, au ministère de la guerre, que vous n'avez pas commis l'acte de trahison reproché à Dreyfus, et on m'a dit que des faits ont confirmé la culpabilité de celui-ci. »

Les faces multiples et changeantes d'Esterhazy ne m'ont pas permis de fixer sa véritable face : de là, deux grandes difficultés pour mon rôle. En tout cas, j'ai agi avec la plus entière bonne foi, et sur des points, j'ai été trompé.

Demande posée par un conseiller. — Vous nous avez parlé, à plusieurs reprises, de raisons d'ordre supérieur sur lesquelles vous vous êtes refusé de vous expliquer. Il y a donc, dans cette affaire, un mystère sur lequel vous ne voulez pas ou vous ne pouvez pas renseigner la Cour ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Pas à ma connaissance.

Demande posée par un conseiller. — Dans ces considérations d'ordre supérieur, sur lesquelles vous ne pensez pas devoir vous expliquer, comprenez-vous des considérations quelconques qui se rattacherait à l'affaire Dreyfus et au jugement rendu contre lui ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — Oui.

Demande posée par un conseiller. — Il nous a été dit que des relations très étroites existaient entre vous et le colonel Henry jusque dans les derniers temps de sa vie ?

Le lieutenant-colonel du Paty. — J'ai fait la connaissance du colonel Henry très peu de temps avant l'affaire Dreyfus ; j'ai eu quelque rapport de service avec lui pendant cette affaire ; à la suite de cela, pendant l'été, à l'époque d'une absence de Mme Henry, j'ai invité une fois le colonel Henry à déjeuner. Le témoin qui prétend que le colonel Henry s'as-

seyait plusieurs fois par semaine à ma table a été mal renseigné.

J'ai cessé presque absolument de voir le colonel Henry du printemps 1895 à 1897. L'invitation dont je parle est de l'été 1895, je crois. Le colonel Henry n'est presque jamais venu chez moi, en dehors de cette invitation, sauf pour affaires de service.

Mme Henry est venue plusieurs fois voir ma femme au moment de la naissance d'un de mes enfants ; nous ne l'avons jamais invitée à notre table.

L'affaire Esterhazy m'a forcément remis en contact fréquent avec le colonel Henry. A partir de la fin de février 1898, je n'ai presque plus eu aucune espèce de relations avec le colonel Henry.

Je tiens, en terminant, à m'expliquer sur une prétendue inimitié qui aurait existé entre le colonel Picquart et moi. J'ai toujours eu avec le colonel Picquart, jusqu'à son départ du ministère, des rapports de bonne camaraderie plus fréquents que ceux que j'ai eus avec le colonel Henry. Je ne m'explique donc pas le prétexte qu'on a pu donner à une prétendue brouille.

Les incidents auxquels on a fait allusion pour expliquer cette inimitié n'ont jamais donné lieu à aucune difficulté entre nous.

Signé :
Lieutenant-colonel DU PATY DE CLAM.

DANS LA PRESSE

La publication par le *Figaro* des premières pages du dossier de l'enquête de la Chambre criminelle de la Cour de cassation a produit une impression profonde dans les milieux les plus divers. Les journaux du soir, selon leurs tendances révisionnistes ou antirévisionnistes commentent diversément les documents produits ; quelques-uns, comme le *Temps* et le *Journal des Débats*, se contentent de reproduire ces documents sans commentaire, le premier *in extenso*, le second *presque*.

La *Patrie*, oubliant qu'une trentaine d'exemplaires du dossier ont été distribués en dehors de la Cour de cassation, accuse un magistrat de la communication faite au *Figaro*.

Seul, dit notre confrère, un magistrat favorable à la cause de l'île du Diable a pu, violant l'engagement d'honneur pris avec tous ses collègues, communiquer à un journal des « morceaux choisis » du volume confié à sa discrétion.

Quant aux « morceaux choisis », nous ferons simplement observer à notre confrère que les documents publiés hier sont ceux qui ouvrent le dossier, et que ceux publiés aujourd'hui les suivent immédiatement.

La Liberté dit :

Il est manifeste que cette publication a pour but de faire juger l'affaire par l'opinion en même temps que la Cour en délibère, ce qui ne semble pas indiquer une confiance extrême en cette dernière. Il est évident aussi que la divulgation de cette enquête, qui n'est pas, comme on l'initiale, « l'enquête de la Cour de cassation », mais celle de la Chambre criminelle, rend nécessaire un supplément d'enquête faite par toutes les Chambres réunies.

De M. Pierre Baragnon, dans le *Courrier du soir* :

Voici que surgit la publication froide et méthodique de l'enquête de la Chambre criminelle, donnée par le *Figaro*, *ne varietur*. Ceci va doucement mûrir l'opinion et, comme nous voyons en présence de pièces authentiques et d'interrogatoires contredits, c'en est fini avec le passe-temps du *Furet* et du *Corbillon* auquel s'adonnaient les journaux spéciaux pour ou contre l'affaire.

C'en est fini surtout de l'éventualité du silence et du danger de coupures savantes dans les reproductions. Et cédant-on à la pensée séculaire d'exercer contre notre confrère des poursuites d'une légalité fort discutable que le but n'en serait pas moins atteint.

Voici, d'autre part, sur la publication que nous avons commencée, les impressions d'un certain nombre de journaux de ce matin :

LES JOURNAUX DE CE MATIN

Dans la *Libre Parole*, M. de Boisandré proteste énergiquement contre l'analyse de sa déposition faite dans le procès-verbal du Conseil d'enquête devant lequel comparut le commandant Esterhazy.

Il n'a pas dit qu'à la *Libre Parole*, on n'aurait jamais cru que l'article « Dixi » fut du commandant Esterhazy ; mais qu'il avait entendu dire qu'il n'était point de son écriture et qu'il n'avait pu vérifier le fait.

Il n'a jamais dit que les communications faites à la *Libre Parole* par Esterhazy étaient « communiquées par ordre » et qu'il avait vu un document qui en faisait foi. La dignité professionnelle lui aurait fait un devoir d'écarter de semblables communications.

A propos du dernier paragraphe de l'analyse de sa déposition, M. de Boisandré écrit :

Il est à peine besoin de souligner l'absurdité de cette dernière phrase. Jamais, je le répète, je n'ai dit qu'Esterhazy avait été *accusé* près de la presse. Accusé par qui et comment ? C'est idiot ! Je ne suis simplement servi parfois, comme nombre de mes confrères, de renseignements venant d'Esterhazy et qui me semblaient intéressants, mais, encore une fois, je ne suis pas homme à accepter, pour m'imposer quel motif, des ordres émanant d'une autorité extérieure à la direction du journal où j'écris.

Je ne puis donc qu'exprimer ici ma profonde surprise de lire pour la première fois dans le *Figaro* une prétendue analyse d'une déposition que je n'ai jamais signée et qu'on ne m'a jamais lue.

bureau avec le visage illuminé, et lui-même sourit.

Par les fenêtres, on voit son plus jeune fils, complètement guéri, qui court dans le jardin.

Jusqu'au commencement de cette semaine, les tapissiers ont procédé à l'élévation de l'aménagement d'un bureau que M. Félix Faure — trouvant trop chaud son cabinet ordinaire — avait fait faire pour l'été et qui prend jour rue de l'Élysée. Ce bureau est aujourd'hui terminé, mais M. Loubet ne s'en servira probablement pas. Le bureau où il travaillait, faubourg Saint-Honoré, ne peut pas, dit-il, être plus chaud que celui qu'il occupait au Petit Luxembourg.

Avant de quitter le palais présidentiel, nous demandons à M. Loubet n'a point projeté un autre voyage que celui de Montélimar. Il n'a encore pris d'engagement qu'avec le préfet de Dijon où il se rendra, les 22 et 23 mai, pour l'inauguration du monument de M. Carnot. Il était si bien, dit-il, avec l'ancien président, qu'il assisterait à cette cérémonie, même s'il n'était point chef de l'État.

En attendant, M. Loubet fera aujourd'hui sa première visite officielle aux artistes.

Il sera reçu, à trois heures précises, galerie Georges Petit, par le Comité de la Société des pastellistes français.

Charles Chincholle.

LA JOURNÉE

Samedi 1^{er} avril

Sports : Courses à Neuilly-Levallois (2 h.). Course d'automobiles Montpelier-Toulouse. — Inauguration des régates à la voile de Nice. — Match d'Association : 4^e entre East Shien Foot-ball Club et équipe française (2 h. 1/2, terrain du Racing-Club, à Levallois) ; 2^e entre English Ramblers et White Rovers (2 h. 1/2, hards de Suresnes). — Match de Hockey entre English Hockey Association et équipe française (2 h. 1/2). — Grands Tournois internationaux de lutte à Liège et à Londres.

Concours hippique : 9 h., épreuve pour jeunes gens ; 4 h., chevaux attelés seuls ; 3 h. 1/2, Prix internationaux (chevaux de selle).

Reprise : A. Palais-Royal, un fil à la patte. — Inauguration de la saison d'opéra aux Folies-Dramatiques.

La Galerie Petit : Inauguration de l'exposition des Pastellistes français (8 h. 1/2 du soir).

Dans les églises : Bénédiction, à la porte de l'église, du feu nouveau et des cinq grains d'encens, procession avec le clergé trinitaire, chant de l'Écoute, bénédiction du cierge pascal et des fonts baptismaux. — Mgr Richard officiera pontificalement aux matines (8 h. 1/4). — Les Chanteurs de Saint-Gervais se feront entendre à l'office de 9 h. 1/2 et à la messe de 10 h. 1/2 (Saint-Gervais). — Obsèques de la comtesse de Salles (2 h.). — Saint-François-de-Sales.

La Pâque israélite : Solennité du 7^e jour du Pèché.

Réunions : Bal et tombola de l'Œuvre féminine (10 h. 1/2 du soir, rue de Lille, 4). — Assemblée générale des délégués de l'International Cyclists Association (1, rue Drouot).

Le Monde et la Ville

SALONS

« Demain, matinée musicale chez Mme Le Chevalier de Boissac. Au programme : des fragments du *Jeu de l'Amour et du Hasard*, de la fille de la maîtresse de maison.

Le comte et la comtesse Edmond Recopé seront chez eux tous les dimanches de ce mois, de neuf heures à minuit.

Mme Barrère, femme de l'ambassadeur de France près du Quirinal, a donné hier un five o'clock musical, au palais Farnèse, pour faire entendre Mlle Clotilde Kleeberg, l'excellente pianiste, qui est actuellement à Rome, après avoir triomphé dans presque toutes les capitales d'Europe.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Bristol :

M. et Mme J. Pierpont Morgan junior, de New-York. M. Ernest Cassel, Mme John Aird avec sa famille.

Matinée de musique religieuse, mercredi dernier, chez Mme Vincent-Carol, dans ses salons de l'avenue de Villiers. Succès complet pour les remarquables élèves de la maîtresse de maison, ainsi que pour MM. Mauguère, Dumontier, Chassinat, Chrétien et Norton, qui leur donnaient la réplique. Applaudissements : Mlle Baude, M. H.-P. Tabbly, l'organiste-compositeur, et M. C. Decreux dans la partie instrumentale.

Sur le désir de la reine d'Angleterre, le compositeur Lencavallo donna demain soir, chez la reine Victoria, une seconde audition de ses œuvres.

Sa Majesté lui a fait remettre un superbe bijou, avec l'expression de son admiration.

MARIAGES

Le comte de Brondeau épousera prochainement Mlle Odette de Buisseret.

Le lundi 11 avril, on bénira, en l'église paroissiale de Saint-Germain-en-Laye, le mariage de M. Paul Espérandier avec Mlle Marthe Brousse.

M. Louis de Cuverville, conseiller général du canton de Saint-Nicolas du Pèlem, épousera, le mois prochain, Mlle Mathilde d'Anglade, fille de feu le marquis et de la marquise d'Anglade, née de Maille.

Mgr Mathieu, archevêque de Toulouse, bénira, mercredi prochain, en l'église Saint-Etienne, le mariage du comte de Montaut-Brassac avec Mlle Mathilde de Pins.

Le 18 de ce mois, on célébrera, à Fontenay-le-Comte (Vendée), le mariage du comte Christian de Taragou avec Mlle Yvonne Milloche, nièce de notre confrère et ami M. René Vallette, directeur de la *Revue du Bas-Poitou*.

M. l'abbé Labutte, vicaire général de Mgr Amette, vient de bénir, en la chapelle des Bénédictines, à Bayeux, le mariage du commandant Magnan, du 10^e régiment d'infanterie, avec Mlle Eugénie Chutin.

DEUIL

Nous apprenons la mort : à la vicomtesse de Lastic-Saint-Jal, née Turner, décédée à l'âge de 67 ans ; — à Mme Duval, décédée à Clermont-Ferrand, à l'âge de 52 ans ; — à Mme Mouchet, veuve du notaire honoraire et mère de M. Mouchet, notaire actuel, décédée à l'âge de 80 ans ; — à Mme veuve Marchal de Calvi, belle-mère de M. de La Perelle ; — à Mme Albert Mallac, née Elias, décédée à l'âge de 60 ans ; — à Mlle Pallu de La Barrière, fille unique du directeur du *Paysan de France* et de Mme C. Pallu de La Barrière, décédée à Arcachon à l'âge de 20 ans ; — à la comtesse de Malartic, née de Netancourt, décédée à Paris à l'âge de 65 ans. Ses obsèques seront célébrées aujourd'hui, à deux heures, à Saint-François-de-Sales. — De Mme Charles Clément, née Martin Paschoud, veuve du célèbre mathématicien genevois, décédée à Opedaletti (Italie) ; — Du chef d'escadron Ziegler, de l'artillerie de marine, décédé à Fort-de-France (Martinique) ; — De la comtesse Ludovique Potocka, décédée à Varsovie, à l'âge de 29 ans ; — De M. Desloges, ancien député et conseiller général du Calvados, décédé à Troarn, à l'âge de 70 ans. Le défunt, grand propriétaire agricole de ce département, appartenait au parti impérialiste. — De M. Liblin, fondateur et directeur de la *Revue d'Alsace*, décédé subitement à Neuilly-sur-Seine, à l'âge de 87 ans. Le défunt, collaborateur aux journaux de Colmar, était un écrivain de talent auquel on doit une *Histoire du territoire de Belfort*. Ayant refusé de soumettre sa *Revue d'Alsace* au visa du gouvernement allemand, il fut interné à Rastadt. Libéré au bout de quelques mois, il transporta sa publication à Belfort, et ensuite à Paris. Ses obsèques seront célébrées aujourd'hui, à trois heures, 20, rue du Nord, à Neuilly ; — De Mme de Miribel, fille du général Roulet, décédée à Marconne (Pas-de-Calais), à l'âge de 30 ans.

Mlle Gabrielle-Suzanne Martin, dont nous annonçons hier le décès, est la fille de M. Tony Martin, juge de paix du deuxième arrondissement de Paris.

Ferrari.

A l'Etranger

NOUVELLES

ALLEMAGNE

LES MISSIONNAIRES ALLEMANDS ET LA CHINE
Berlin, 31 mars. — Le 29 mars, un télégramme de Tsingtau annonçait que le provincial Freindemetz avait été fait prisonnier, près de Tsimos, et qu'un détachement de troupes allemandes avait été envoyé à Lizon pour le délivrer.

D'après une nouvelle arrivée aujourd'hui, on est parvenu à délivrer le provincial légèrement blessé, et à punir les coupables.

Les troubles antichrétiens du sud de Chantoung ayant pris, ces derniers temps, un caractère tel que la vie des missionnaires et ingénieurs allemands, résidant dans ce pays, était sérieusement mise en danger, le gouvernement impérial a prescrit l'envoi d'une expédition militaire dans le district trouble, afin de protéger la vie de ses nationaux. Cette expédition, fournie par la garnison de Tsingtau, est partie, le 29 mars, à bord du *Gefion*.

FÉLICITATIONS DE L'EMPEREUR

Baden-Baden, 31 mars. — L'Empereur a adressé au chancelier prince de Hohenlohe, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de sa naissance, un télégramme dans lequel il est dit :

« Dieu veuille vous conserver la santé et la force, afin que longtemps encore vos distingués services restent acquis à la patrie et à moi ! »

L'Empereur remercie le chancelier, au nom des princes de la Confédération et du peuple allemand, de la fidélité et de l'abnégation avec lesquelles il s'acquitte de sa charge, en donnant un exemple éclatant.

ÉTATS-UNIS

LES AMÉRICAINS À MALOLOS
Washington, 30 mars. — Une dépêche du général Otis annonce que l'armée américaine s'est emparée de Malolos ce matin, à dix heures.

Les Philippins n'ont opposé qu'une faible résistance. En se retirant, ils ont incendié la ville.

NOTES D'UN PARISIEN

Le dernier crime dont les journaux s'occupent en ce moment, appelle, une fois de plus, l'attention sur l'absolue insuffisance des moyens dont dispose la police, aux environs de Paris. Je prends ce crime comme exemple, bien qu'il soit encore permis d'espérer qu'il n'est pas aussi odieux qu'on l'avait dit tout d'abord. On avait parlé d'assassinat, de pis encore : on commence à dire, aujourd'hui, que la petite fille pourrait bien avoir été simplement enlevée.

Ce qui est certain, c'est que, de notoriété publique, l'endroit où les faits se sont passés est assez mal famé. Il y a là des carrières abandonnées où se réfugient, la nuit, des vagabonds, des chemineaux, toute une Cour des miracles qui disparaît dès l'aube. Personne ne connaît ces gens-là, ne sait d'où ils viennent ni où ils vont. Voyez-vous comme les recherches sont faciles quand un crime a été commis dans ces lieux-là ! Il semble qu'on ferait bien mieux de s'y prendre par avance, et d'envoyer chaque soir, dans ces coupe-gorge, un ou deux agents qui feraient les cent pas au clair de lune.

On pourrait même les détacher du boulevard où ils ne surveillent, en somme, que les encombrements de voitures. Car il paraît que c'est l'argent qui fait défaut. La bonne plaisanterie ! A qui fera-t-on croire que le département de la Seine n'est pas assez riche pour payer sa police ? D'autant que l'économie, à la fin de l'année, est assez douteuse. On s'épargne quelques maigres frais budgétaires ; mais, quand un crime est commis, ce n'est pas un agent ni deux ni trois qu'il faut mettre en campagne. C'est toute une brigade, et des dragues, et des scaphandriers, et toute sorte de gens qu'il faut bien payer. De manière que l'administration fait là, comme tous les jours, un mauvais calcul. Il vaut encore mieux donner l'argent et économiser le crime. Ce sera moins cher et plus moral !...

UNE LETTRE DE M. MONOD

Antibes, 29 mars 1899.

Monsieur le Rédacteur en chef,
Je lis avec une extrême surprise, dans le *Figaro*, les notes que l'on a données à M. Gaston Caliste sur le docteur Gilbert. Je puis confirmer, d'une manière absolue, le renseignement donné par mon fils Edouard. M. le sénateur Siegfried peut le confirmer aussi, s'il ne l'a déjà fait. M. Gilbert a remoncé à déposer au procès Zola, devant les monnaies de M. Faure, parce qu'il n'a pas voulu entrer en conflit avec le chef de l'État, ni faire de celui-ci, déjà très hostile, par politique, à la révision du procès Dreyfus, un adversaire irréconciliable. Il m'a d'ailleurs autorisé à déposer à son sujet à la Cour de cassation, ce que j'ai fait.

Il est abominable que M. Gilbert ait à aucun moment délaissé la pratique médicale. Son activité est restée la même jusqu'aux derniers jours de sa vie. Quant à ses études psychiques, elles remontent à sa jeunesse ; il a continué toute sa vie et les beaux travaux de M. P. Janet sur l'hypnotisme ont été faits, en grande partie, en collaboration avec le docteur Gilbert. Prétendre qu'il a cru à l'innocence de Dreyfus sur la foi de la fameuse Léonie est une pure imagination. Il y a eu, certes, un moment où il connaissait assez bien la famille Dreyfus pour savoir qu'il ne pouvait pas être un traître. Mais M. Gilbert n'a eu d'autre satisfaction que celle de tous les honnêtes gens en présence de l'intrigue du faux et du mensonge. Pas un de ceux qui ont connu le docteur Gilbert ne doutera qu'il ait entendu, de la bouche de M. Faure, tout ce qu'il m'a écrit. Si M. Faure l'a nié, c'est qu'il a cru devoir le faire, par raison d'État. Je pourrais citer plus d'un personnage,

politique ou militaire, hélas ! qui, depuis dix-huit mois, a dit à moi ou à mes amis : « Je répète pas ce que je vous ai dit, car je serais obligé de le démentir. »

Je vous serais très reconnaissant de faire insérer cette lettre au *Figaro*, et je vous prie de me croire

Votre confrère dévoué,
Gabriel Monod.

NOUILLETES AUX Œufs

ROVOIRE ET CARRET

Combats de coqs

Nous avons assisté, jeudi soir, entre minuit et une heure et demie du matin, au Casino de Paris, à une séance privée de combats de coqs, une sorte de préface au championnat organisé par M. de Lucenski, à qui nous devons déjà le championnat de lutte et à qui nous devons bientôt le championnat d'épée. Entre les deux, nous avons la lutte et l'épée réunies par les combats de coqs.

Permettra-t-on ? Ne permettra-t-on pas ? Cela ressemble au « baisserai-je, maman ? »

La Société protectrice des animaux proteste ; elle est dans son rôle. Le public, qui ne sait pas au juste ce que sont les combats de coqs, hésite et voudrait savoir avant de se prononcer.

On nous a donc montré ce que c'était. Nous étions à peine cinq cents, et il nous fallait exhiber à l'entrée la lettre personnelle d'invitation. Quelques femmes seulement.

Dans la grande salle évacuée par le public habituel du Casino de Paris, une table grande comme un billard, entourée d'une grille de soixante-dix centimètres de hauteur environ. Une porte grillée de chaque côté pour faire entrer en même temps les combattants amenés dans un sac fermé.

On se groupe sur des chaises autour de l'arène ; on distribue le règlement du championnat, et la représentation commence.

Quatre luttes ont eu lieu. La première est longue et acharnée entre deux coqs français, et c'est un petit coq au joli plumage, qui est vainqueur.

Est-il vainqueur ? Il tient son adversaire immobile et rendu sous ses pattes et lui donne encore quelques coups de bec ; mais on crie du balcon : « Assez, assez ! » Quelques spectateurs ont pitié du vaincu et ne savent pas que la victoire n'est proclamée qu'après trois minutes d'immobilité du vaincu sous le vainqueur.

Cependant d'autres spectateurs mieux informés protestent et crient : « Continuez ! Mais les organisateurs du combat ne veulent pas encourir de reproche, et ils arrêtent le combat qui est déclaré nul. Le second combat a duré vingt minutes sans résultat, entre un coq français et un coq belge. Les champions ont été déclarés *ex æquo*. En réalité les deux adversaires étaient épuisés tous les deux.

Troisième combat : un grand coq français contre un coq anglais moins grand, plus nerveux et plus beau de plumage. La lutte est d'abord acharnée, superbe, d'une violence inouïe ; puis le français, honte suprême ! — fuit devant l'anglais qui le pourchasse et le plume. On crie : « C'est la journée des éperons ! »

Mais les directeurs du combat réclament le silence, car si le poltron glousse dans sa fuite, il est aussitôt disqualifié, et il faut pourvoir l'entendre.

Le fauché glousse : il est sauvé mais disqualifié ; on l'emporte et il ne semble pas s'en plaindre.

Dernier combat : un coq américain contre un coq français. Cette fois on a armé les coqs d'un éperon d'acier, comme cela se pratique dans le Nord. La lutte est plus courte, mais elle est terrible. Jusqu'ici pas une goutte de sang n'a taché le tapis ; il n'en est peut-être plus de même. Les coqs se défont, battent de l'aile, boitent, tombent, se relèvent, s'élançant de nouveau, et finalement c'est encore le français qui est battu. Il est tombé presque inanimé sous le vainqueur qui lui-même a à peine la force de lui lancer encore quelques coups de bec sur la tête.

On dit que le vaincu est mort de ses blessures, et que le vainqueur est mort d'un coup de sang dans la nuit. J'en ignore, mais les combattants étaient vraiment dans un triste état après le combat. Vainqueurs et vaincus étaient dans leur cage, haletants, ne pouvant plus se tenir sur leurs pattes.

Qu'est-ce que les coqs se battent ? Cela se voit quelquefois dans les poulaillers, et c'est une loi de la nature que le mâle le plus fort survive seul, pour le bien de la race. C'est une loi de sélection.

Allons-nous nous attendre sur la mort d'un coq ? Mais d'abord les éperons d'acier seront supprimés, et les coqs ne se tuent pas. Et puis, combien parmi ceux qui récriminent, sont allés voir exécuter un homme, place de la Roquette. En voilà quelques-uns qu'il faut tout d'abord réuser comme juges en la question.

Et le tir aux pigeons ?

Jean Villemer.

PETIT PAIN RICHELIEU 92

Se trouve sur toutes bonnes tables. (Télé. 128-20)

Grains de bon sens

Il nous arrive de Rouen une histoire assez plaisante. Les Normands sont d'amusants pince-sans-rire.

Vous savez, car le *Figaro* vient de rendre compte de cette représentation, qu'ils avaient, dans les premiers jours de ce mois de mars, organisé au théâtre un gala au bénéfice du monument qu'ils se proposent d'élever à la mémoire de leur illustre compatriote Guy de Maupassant. C'est notre confrère, M. Masson Forestier, qui est le président du Comité chargé de recueillir les souscriptions, de diriger le programme des fêtes et de veiller aux détails de l'exécution.

Les fauteuils d'orchestre avaient été pour la circonstance portés au prix de quinze francs. Le directeur de l'enregistrement en envoya chercher un. Ce directeur répond au nom de Chardon, et il se pique d'aimer les lettres. Le hasard, qui l'a en cela servi à souhait, fait qu'il habite rue Guy-de-Maupassant. Il semblait donc qu'il fût placé lui-même sous l'invocation du saint que l'on chomait,

On lui délivra son coupon sous le n° 53.

Quand on le lui rapporta, cet ami des lettres s'aperçut que le coupon n'était pas revêtu du timbre réglementaire dont la loi frappe toute quittance d'une somme supérieure à dix francs.

C'était pour une œuvre patriotique, pour le patron de sa rue et l'auteur de *Bel Ami*. Cette considération n'arrêta point le fonctionnaire. Il dressa ou fit dresser procès-verbal, et le Comité dut payer de ce fait la somme de 62 fr. 50, représentant le triple droit et l'amende.

Il n'en assista pas de moins bon cœur à la matinée, assis dans son fauteuil, sous les yeux du Comité, enragé d'avoir déboursé 47 fr. 50, là où il aurait dû toucher 15 francs.

M. le directeur de l'enregistrement n'ait-il vent des brocards qui tombèrent sur lui à ce propos ? Je l'ignore. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il s'avisait d'un nouveau tour à jouer aux organisateurs de la fête.

Ces messieurs, pour échapper aux rigueurs du timbre, avaient imaginé de faire tirer en couleur de toutes petites affiches, où le gala était annoncé. Ils se les étaient distribués, et s'étaient, chacun chargé de son paquet, rendus chez les cafetiers, épiceries, libraires, armuriers, pharmaciens. Ils s'étaient assurés que les affiches de leurs produits fixées à l'intérieur du magasin ne portaient pas de timbre et n'avaient jamais payé l'amende. Ils avaient alors soigneusement placé l'affiche du gala entre une affiche de biscuits pour chiens et une autre du Rachout des Arabes... Et ils s'étaient retirés, enchantés de cette bonne farce. Ils comptaient sans leur hôte.

Le terrible directeur de l'enregistrement, M. Chardon, aussi mérisé que son nom, dressa procès-verbal contre l'affiche de ces messieurs du Comité. N'le Rachout des Arabes, ni les biscuits pour chiens, ni le chocolat Menier n'attirent ses foudres. Il les réserva tous pour le monument de Guy de Maupassant.

Cet homme, assurément, n'aimait pas la musique !

M. Masson-Forestier et ses collègues se sont vengés d'une façon spirituelle.

Le socle sur lequel se dressera le buste de Guy de Maupassant doit être entouré de branches et de fleurs de pommiers. C'est un maître feronnier, M. Marrou, qui est chargé de ce travail. Ces messieurs l'ont pris de réserver un coin où il mettra un emblématique chardon.

Is ne veulent pas que la postérité oublie ce que la mémoire du grand écrivain doit à M. le directeur de l'enregistrement et des domaines.

Francisque Sarcey.

BUT D'EXCURSION

La Direction du lotissement du Parc de la Faisanderie a l'honneur d'informer le public que ses bureaux, 61, rue des Petits-Champs, seront fermés le dimanche et le lundi de Pâques, mais qu'elle se tiendra à la disposition des acquéreurs à Ablon même où ils pourront se procurer des terrains au prix de 3 fr. 50 le mètre. Les amateurs voudront certainement profiter de ces deux jours de fête pour se rendre à Ablon. Ce sera pour eux l'occasion d'une charmante promenade, et ils pourront se rendre compte que les travaux de terrassement des routes, complètement terminés, rendent ces terrains d'un accès facile. Ajoutons que le transfert au quai d'Orsay de la gare d'Orléans les mettront à vingt minutes de Paris.

LES FÊTES DE PAQUES

Voici la liste des œuvres musicales qui seront exécutées le jour de Pâques :

La Madeleine. — Messe en *fa*, de Mozart, avec orchestre.

Saint-Roch. — Messe solennelle de Pâques, de Samuel Rousseau, avec orchestre.

Notre-Dame des Victoires. — Messe solennelle (Saint-Cécile), de Ch. Gounod ; Tantum Ergo, de L. Plickart, solo avec violon et orgue.

Notre-Dame de Lorette. — Messe du Sacre, de Cherubini ; « Super flumina », de Ch. Gounod.

Saint-Louis d'Antin. — Fragments des Messes solennelles (Saint-Cécile), de Ch. Gounod, et Messe de Cherubini, avec orchestre ; « O Sacram convivium », de H. Büsser, solo avec violon, violoncelle, harpe et orgue.

Sainte-Cécile. — Messe solennelle de Pâques, de Samuel Rousseau, avec orchestre.

Saint-Philippe du Roule. — Fragments de messes de Beethoven, Gounod, Amb. Thomas, Mozart, et Prélude du « Déluge » de Saint-Saëns.

La Trinité. — Messe solennelle de D. Ch. Planquet.

Saint-Augustin. — Messe en *ut*, de Beethoven ; « O Filii, Jubilate », de Meyerbeer.

Saint-Pierre de Chaillot. — Messe du Sacre, de Cherubini ; « O sacrum convivium », de H. Büsser, solo avec violon, violoncelle, harpe et orgue.

Notre-Dame des Champs. — Messe solennelle de Pâques, de Samuel Rousseau ; « Laudate Dominum de Ch. Gounod.

Saint-Paul-Saint-Louis. — Messe solennelle (Saint-Cécile), de Ch. Gounod ; L'arghetto, violon, violoncelle et orgue, de Ch. Gounod.

Saint-François-Xavier. — 7^e Messe de Ch. Gounod.

Saint-Germain-l'Auxerrois. — Messe de Ad. Deslandres, Larghetto, violon, alto, violoncelle, contre-basse et orgue, de Ch. Gounod ; « Tantum ergo » avec violon, violoncelle, harpe et orgue, de C. Lippacher.

Saint-Germain des Prés. — Messe solennelle (Saint-Cécile), de Ch. Gounod, Larghetto, violon, alto, violoncelle et orgue, de Ch. Gounod.

Saint-Thomas-d'Aquin. — Messe de Mozart ; « O salutaris » solennel en *la*, de Ch. Gounod, solo avec violon et orgue.

Saint-Eugène. — Messe solennelle de Pâques, de Samuel Rousseau.

Basilique du Sacré-Cœur. — Messe de Saint-Dominique, de Ad. Deslandres ; « O salutaris » de la messe de Pâques, de Samuel Rousseau ; Cantate Domino, de J. Menier.

Saint-Honoré d'Eylau. — Messe du Saint-Esprit, de Ch. Wagner, avec orgue et quatuor ; à l'Offertoire « Largo Religioso », de E. Vast, violon, violoncelle, harpe et orgue.

Saint-Vincent-de-Paul. — Messe solennelle de Pâques, de Samuel Rousseau, avec orgue et quatuor à cordes.

Notre-Dame de Bonne-Nouvelle. — Messe des Anges, de E. de Champs.

Saint-Jean-Baptiste de Neuilly. — Messe solennelle de la Pentecôte, de E. Paladilhe, avec quatuor à cordes ; à l'Offertoire, Larghetto, de Ch. Gounod, violon, violoncelle et orgue.

Saint-Ferdinand des Ternes. — Messe solennelle (Saint-Cécile), de Ch. Gounod, méditation de Dubois.

Sainte-Marie des Batignolles. — Fragments de la Messe du Sacre, de Cherubini ; « Agnus », de Ad. Deslandres ; « Christus resurrexit », de Marcello.

Saint-Pierre de Montrouge. — Messe de l'Annonciation, d'Alfred Pilot.

Notre-Dame d'Auteuil. — Messe solennelle de Pâques, de Samuel Rousseau, avec orgue et quatuor ; « O salutaris » solennel, solo en *la*, de Ch. Gounod, avec violon, harpe et orgue.

Saint-Médard. — Messe de Cherubini, avec orchestre ; à l'Offertoire, Larghetto de Ch. Gounod, violon, alto, violoncelle, contre-basse et orgue.

UNE HEUREUSE INITIATIVE

L'importation étrangère de ces petits appareils photographiques qui se chargent en plein jour, avait pris en ces derniers temps, un assez grand développement pour que le moment fût venu pour l'industrie française de réagir contre cette invasion. C'est encore à l'opticien Derogy que revient l'honneur et le mérite de cette initiative.

Il vient de mettre la dernière main à un charmant appareil stéréoscopique, se chargeant en plein jour, avec des plaques de fabrication française elles aussi, dont l'émulsion est des plus rapides, et que l'on peut dès maintenant se procurer dans le monde entier. Cet appareil donne des vues 6 1/2 x 13 ; il est d'un bon marché invraisemblable (trente-cinq francs) et l'on obtient avec lui, en vraie grandeur, l'illusion du relief de la Nature.

Le Stéréostène — tel est son nom — est beaucoup mieux étudié

avenue de Suffren et tous y goûteront un égal plaisir.

En outre de l'ascension, M. Clément, le très habile directeur, a su réunir dans le théâtre de la Roue des attractions qui constituent un spectacle fort divertissant.

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES

Dimanche et lundi de Pâques, matinée à l'Edoardo. Au programme : Clovis, Delmarre, Marguerite Favard, Minuit 1/2, interrompue par M. Bandoin et Mme Samuel, de la Roulotte, ainsi que la Manille, l'amusante comédie de M. E. Vois, jouée par les créateurs de cette pièce au Grand-Guignol et qui, à l'Edoardo, vient d'obtenir un énorme succès de rire.

Vient de paraître chez Fromont Nui bleus, grande valse pour piano, par O. de Lagoenère.

La Vie Sportive

LE TURF

COURSES A NEUILLY-LEVALLOIS

Suivant l'usage, ce vendredi saint a été consacré au trotting, qui en a profité pour donner une de ses plus belles représentations : au pesage, tous les éleveurs de la spécialité, parmi lesquels MM. Lallouet, Thibault, Olry, Gauthier, Léon, Bastard, Le-monnier, Boulou, Carrey, Gost, A la pousse, il y avait une véritable foule. Demain, le programme sera très intéressant. Nous assisterons aux débuts en public des jeunes chevaux dans des prix de 10,000 francs, le prix Bayard et le prix d'Essai.

Prix Eclair, 3,000 fr., 3,200 m. : 1. Robert, à M. A. Renard (5' 48") (Laurent); 2. Rocambole; 3. Raifort.

Non placés : Royale, Castille, Reine des Prés, Pastorelle, Rosine, Raphaël, Redowa, Reine d'Or, Rainette, Roi de Pique, Lauzun, Record, Fleur de Mai, Xénophon.

Pari mutuel à 5 fr. : 307 fr.

Prix des Lilas, 3,000 fr., 1,725 m. : 1. Rhéa, à M. Sully (2' 38") (Lemoine); 2. Renaissance, à M. A. Renard (2' 48") (Laurent); 3. Rocambole; 3. Raifort.

Non placés : Reclame, Pole Jean.

Pari mutuel à 5 fr. : 21 fr.

Prix de Mars, 3,000 fr., 4,000 m. : 1. Targette, à M. Lethiers (3' 39") (Lethiers); 2. Quick; 3. Quine.

Non placés : Partisan, Quinconce, Pion-dino, Royal Normand, Quin.

Pari mutuel à 5 fr. : 11 fr. 50.

Prix de Lavallois, 3,000 fr., 3,700 mètres : 1. Reine Claude, au haras de Bosc-Renoult (2' 38") (Choisselet); 2. Pompière; 3. Quicktime.

Non placés : Roséole, Pretty, Qui Va Là, Quatre.

Pari mutuel à 5 fr. : 48 fr.

Prix Grande Dame, 3,000 fr., 3,200 m. : 1. Roquelure, à M. A. de Basy (5' 10") (Leroy); 2. Bliouneille; 3. Rhodante.

Non placés : Quélus, Quenotte, Renpart, Rêve à Toi, Rosalba, Quillebois, Rainette, Quasi Confiance, Rapide.

Pari mutuel à 5 fr. : 267 fr. 50.

ESCRIME

Le Comité de la Société d'encouragement s'est réuni hier et a procédé d'abord à l'élection de son bureau.

Ont été élus : président, M. H. de Villeneuve; vice-présidents, MM. le comte de L'Angle-Beaumanoir, baron Antoine d'Espeleta et G. de Borda; secrétaire général, M. A. de La Frémoire; secrétaires, MM. Bruneau de Laborie et de Saint-Chéron; trésorier, M. Charpillon.

Un assaut d'encouragement réservé à de jeunes tireurs doit être organisé par la Société pour la fin de ce mois.

Robert Milton.

AUTOMOBILISME

Les engins de pure vitesse affectent des formes de plus en plus étranges. La voiture électrique de M. Jenatzy, que nous avons vu hier à Achères, a l'aspect d'un torpilleur monté sur quatre roues. Elle a petit diamètre, plus petites que toutes celles qui ont été construites jusqu'ici. Point en gris-bleu, ce véhicule porte en son milieu une petite armature ou le conducteur peut seul s'introduire.

A l'arrière la dynamo attaque directement les roues sans aucune chaîne ni courroie ce qui, théoriquement, doit permettre d'atteindre les plus grandes vitesses.

Pratiquement, c'est autre chose, et disons-le tout de suite, l'essai d'hier n'a pas été couronné de succès. On peut même dire qu'il n'y a aucune sanction officielle par suite d'une erreur de chronométrage.

Le départ a été en effet donné avant que M. Marais, qui tenait le chronomètre, n'ait pu donner exactement à son poste. Il en était éloigné de 200 mètres au delà, ce qui fait que les temps du dernier kilomètre représentent en réalité 1,200 mètres.

Ajoutons que M. Jenatzy se croyant au but avant la fin des 1,200 mètres, ce qui était

vrai, a ralenti dans les derniers cent mètres. Aussi les temps suivants : 1^{er} kilomètre, 55 sec., et 2^e kil. (1,200 m.), 46 sec., n'ont-ils aucune valeur réelle.

Le départ avait, du reste, été laborieux et ce n'est qu'au bout de cent mètres environ que la voiture est partie à toute allure pour passer ensuite devant nos yeux comme un bolide.

Le temps était pluvieux et cependant il y avait au parc d'Achères une vingtaine de voitures et deux cents personnes environ.

Reconnu MM. René de Knyff, comte de Chasseloup-Laubat, G. Hallier, Souclanc, Ducasse et Krüger dans un coupé électrique venu de Paris avec six personnes, Froideval, Charron, H. Journe, Girardot, Broc, Chérié, Houry, Ausscher, Maurice Faure, etc.

C'est le 4 avril qu'expire le délai fixé pour reprendre la médaille; d'ici là M. Jenatzy espère pouvoir recommencer sa tentative et atteindre avec la « Jamais content » — c'est le nom de sa voiture — 120 kilomètres à l'heure.

PETITES NOUVELLES

Automobilisme. — Le déjeuner revanche offert à M. A. de Basy, à midi, à l'Automobile Club de France. On y discutera probablement les bases d'un second match d'appréciation de vitesse avec des conditions plus difficiles.

Les motocyclistes apprendront également avec plaisir que MM. Moutet et C^{ie} sont les seuls concessionnaires du moteur Gailardot.

Vélocipédie. — C'est demain que se donnera le départ de la course Paris-Roubaix. La catégorie des engagés à bicyclettes comprend d'excellents coureurs de fond comme Garin, Bouhours, Champion et l'Allemand Fischer.

De nombreuses maisons ont entrepris jusqu'à ce jour la vente à crédit des bicyclettes, mais la plus ancienne est la Société des Bicyclettes de France, 5, boulevard de Strasbourg; elle aussi celle qui fait les conditions les plus avantageuses à ses clients : 15 mois de crédit contre une quinzaine seulement payable à la livraison.

Hockey. — Aujourd'hui, match international de hockey sur le terrain du Racing, place Colonne, à Levallois.

Voici la composition des équipes : France : but, Davy; arrières, Munier, Pouchet; demis, Sunde, Dany; avant, Casagrande, Chrysosveloni, Tanon, Macneil, Didier, Angletier; but, Torsyth; arrières, Arnold, Nicholas; demis, Dunderdale, Baker, Hemmerde; avant, Whitaker, Somas, Playford, M. Tindall, W. Tindall.

Intérim.

Voici les résultats de la dernière réunion du « Fusil de Chasse » :

1^{er} poule : MM. 1. Paul Moreau, 2. Ch. Bartholoni, 3. E. Geynet.

2^e poule : MM. 1. Ch. Bartholoni, 2. le baron de Schonen.

3^e poule : MM. 1. Moreau, 2. de Schonen, 3. de Saint-James.

4^e poule : MM. 1. le comte de Gabriel, 2. P. Moreau, 3. Geynet.

5^e poule : MM. 1. le comte de Gabriel, 2. de Saint-James.

6^e poule : MM. 1. de Saint-James, 2. de Schonen.

La prochaine réunion aura lieu le 5 avril.

Paul Manoury.

ERNEST DIAMANT DU CAP D'ANTINATION
Le plus brillant et le plus sûr des spéculations
Boulevard des Italiens, 25. — Prix Bon Marché.

QUINA-LAROCHE
Recommandé par le Docteur
C'est le plus estimé des vins de France.
Cuvée, 22 et 10, rue Drouot.

Racahout Delangrenier
Le meilleur aliment des enfants

BYRRH BYRRH
à base
de Vin Rouge généreux
et de Quinquina.

UN CONSEIL UTILE
Pour avoir un produit offrant toute
garantie, il est indispensable d'exiger
l'Antipyrine Knorr sous son vrai
nom, qu'on ne doit trouver dans toutes les
Pharmacies et qui est le remède depuis
longtemps consacré des migraines
et des névralgies. De cette façon
seulement on est sûr d'éviter les
nombreuses imitations qui ont surgi.

Institution Chevallier

Rue du Cardinal-Lemoine, 65, PARIS.

5.777 ADMISSIONS AUX BACCALAURÉATS
Cours d'ENSEIGNEMENT MODERNE. — Préparation à l'INSTITUT AGRICOLE.

Cours spéciaux pour les ÉCOLES COMMERCIALES
L'institution doit ses succès à sa discipline et à la large organisation de son enseignement.

Tout abonné à la NOUVELLE

REVUE INTERNATIONALE

PEUT

GAGNER

500.000

Francs

ABONNEMENTS

France... 50 francs | Étranger... 62 francs

Prix du Numéro : 2 fr. 50

A PARIS : 23, BOULEVARD POISSONNIÈRE

A MADRID : CASTELLANA, 46

ASTHME ET CATARRHE

ESPIC
Généraliste des CIGARETTES
Oppression, toux, Rhumes, Névralgies.
Le FUMIGATEUR PECTORAL ESPIE est le
plus efficace de tous les remèdes pour
combattre les Maladies des Voies respiratoires.
Il est admis dans les Hôpitaux Français et Étrangers.

Le Conseil médical de Russie, en considération que les
cigarettes anti-asthmatiques ESPIE sont très efficaces, a décidé
de les admettre dans les Hôpitaux de Saint-Petersbourg.
« Bouteilles d'asthme, asthme (entrée en Russie de cette spécialité).
TOUTES BONNES PHARMACIES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER
Vente en gros : 20, Rue Saint-Lazare, PARIS.

EXIGER LA SIGNATURE CI-DESSOUS SUR CHAQUE CIGARETTE

MALADIES SECRÈTES
CAPSULES RAQUIN
AU COPAINATE DE SOUDE
SEUL REMÈDE SANS ODEUR
Guérison des Écoulements
deux fois plus rapide que par tout
autre traitement. — 5 fr. le flacon.

Exiger le Timbre de l'État
et la
Signature Raquin.

FUMIGATEUR-ALBESPIERES
7, Avenue de la République, PARIS

MALADIES DES FEMMES — STÉRILITÉ
Les procédés simples et rationnels
employés par le Docteur Raquin, ont permis
d'obtenir la suppression de la STÉRILITÉ et la
guérison des MALADIES ORGANIQUES de la FEMME, en
évitant toute opération chirurgicale. Consultations de 2 à 4 h.
PARIS, 27, RUE MONTMARTRE, 27, PARIS.

Ordonnance du Corps Médical
TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

TRAITEMENT le plus efficace de
L'ASTHME
PAR LE DOCTEUR CLÉRY, de MARSEILLE
Envoi gratis d'une Boîte d'essai.

LE THÉÂTRE

PUBLICATION MENSUELLE ILLUSTRÉE
Éditée par GOUPIÉ ET C^{ie}

TRENTE-DEUX PAGES DE TEXTE ET D'ILLUSTRATIONS, dont trois hors texte en couleurs

ABONNEMENTS

PARIS 22 francs | DÉPARTEMENTS 24 francs | ÉTRANGER (Union postale) 25 francs
Six mois... 11 — | Six mois... 12 — | Six mois... 14 —

Prix du Numéro 2 francs. — Étranger 2 fr. 50

En vente chez tous les Libraires et à la Librairie du « Figaro »

A PARIS
TARIF SPÉCIAL POUR LES ABONNÉS DU « FIGARO »

Frères MAHON et C^{ie}, 1, rue de la Harpe, PARIS

NEURALGIES MIGRAINES. — Guérison
immédiate par le Sirop phéniqué de Vial.
Remède souverain contre les douleurs
névralgiques (en particulier les migraines),
névralgies, etc. — 5 fr. le flacon.

Sirop phéniqué de Vial

Combat les microbes ou germes de maladies de poitrine,
réussit merveilleusement dans les Toux, Rhumes, Catarrhes,
Bronchites, Grippe, Enrouements, Influenza.

Dépôt : Pharmacie VIAL, 1, rue Boudaloue.

CAPITAUX PRÊTS

PERSONNELLES sur toutes garanties : Maisons, Successions,
Nécessaires, Propriétés (sans avoir besoin d'aucun titre)
ou d'aucun acte (en conservant ses biens), etc. — 7 Pénalités opposées.
(Régime de M. DAVYSONN, 32, rue de la Harpe, PARIS — 1000 fr. par an.)

PERSONNELLES sur toutes garanties : Maisons, Successions,
Nécessaires, Propriétés (sans avoir besoin d'aucun titre)
ou d'aucun acte (en conservant ses biens), etc. — 7 Pénalités opposées.
(Régime de M. DAVYSONN, 32, rue de la Harpe, PARIS — 1000 fr. par an.)

PERSONNELLES sur toutes garanties : Maisons, Successions,
Nécessaires, Propriétés (sans avoir besoin d'aucun titre)
ou d'aucun acte (en conservant ses biens), etc. — 7 Pénalités opposées.
(Régime de M. DAVYSONN, 32, rue de la Harpe, PARIS — 1000 fr. par an.)

PERSONNELLES sur toutes garanties : Maisons, Successions,
Nécessaires, Propriétés (sans avoir besoin d'aucun titre)
ou d'aucun acte (en conservant ses biens), etc. — 7 Pénalités opposées.
(Régime de M. DAVYSONN, 32, rue de la Harpe, PARIS — 1000 fr. par an.)

PALAIS CHAMPS-ÉLYSÉES

DE PATINAGE SUR VRAIE GLACE
Tous les jours
Le matin, de 9 heures à midi
L'après-midi, de 2 heures à 7 heures
Le soir, de 9 heures à minuit.

ELDORADO Clovis, Delmarre, Marg^{ie} Favard,
Minuit et demi, M. Baudoin, M^{me}
Samuel, La Manille, M^{me} Prika, Labruny, etc.

SCALA YVETTE GUILBERT
LA BODINIERE DARTY, FRAGON, En voilà de la chair!
Polaire, Sulbac, Maurel, Claudius, Lejal, Baldy.

LA BODINIERE DARTY, FRAGON, En voilà de la chair!
Polaire, Sulbac, Maurel, Claudius, Lejal, Baldy.

PARISIANA PAULUS, Anna Thibaud, Vilbert
Dép. 150-70 La Démonstratrice de chez Maxim, Girier

THÉÂTRE 58, rue Pigalle, Tél. 136-42. T^{ous} les soirs,
9 h 1/2 : Pury, Hyspa Moy, Et Allez
TABARIN done! Le Gallo et Mary Auber

LES MATHURINS 36, r. Mathurins. — 9 h 1/4.
Vive l'Alme! Marguerite
Tél. 213-41. Deval; le Sphinx Georges Fragerolle.

LES CAPUCINES 39, B^{is} Capucines. Tél. 156-40 | Le Cambricoleur.

LES VIGNOLETTES 9 h. VIGNO-
LETTES-REVUE
Cité d'Antin, 23, Tél. 245-11 | Les Babyloites.

CIRQUE MEDRANO 5 des Martyrs. Télép.
Attract. nouv. Matin : Dim. jeud. fêtes à 2 h 1/2

MOULIN-ROUGE SPECTACLE-CONCERT-BAL
Tous les Samedis, grande Fête de Nuit.

GRAND GUIGNOL, rue Chapal (Tél. 223-34) — 9 h.
La Berchienne; le Million; Amants et Prince

CIGALE Télép. 407-60. — Tous les soirs, Orlé,
Yvonne pièce-feerie en 2 act. et 9 tabl.

CARILLON 43, r. Tr. d'Avignon — Paul Delmet.
Tél. 256-43. — 9 h 1/2. — La Pelote.

CAITÉ-ROCHECHOUART 41, 406-23. — Specta-
cle-Comédie. — 9 h. : Ça colle! revue en 2 act. et
9 tabl. de M. Mougel. — M^{me} Lise Bert; M. Maréchal.

GRANDS MAGASINS DUFAYEL Attract. variées.

A VIE POLE Nord habit. ours, phoq. ota-
18, r. de Clichy, Entrée 1^{re}, 1^{re} et 2^e à 2 h. à minuit.

GRANDE ROUE Av. de Suffren, 74. — De 11 h.
à 11 h. Entrée 1^{re}, 1^{re} et 2^e à 2 h. à minuit.

TOUR EIFFEL Ouverte de 10 heures
du matin à la nuit.
1^{er} étage : Brasserie. — BARS à tous les étages.

BYR Maison recommandée pour ses verres en
cristal de roche. 69, Chaussée d'Antin (pr. Trinité).

AVIS MONDAINS

Déplacements

DÉPART POUR LES DÉPARTEMENTS ET L'ÉTRANGER

M. Arnaud-Jean (Ed.), au château de Mousseau.
Le comte d'Amigny, au château Tansonville.

M. de Blowitz, à Londres.
M. Bormont, à l'abbaye de Valmont.

M. Bertrand, à Fismes.
M. Buche-Carré, à Arcachon.

M. Bruneau (Jules), au château de Montigny.
M. Bécot, au Tréz-Hir.

Le duc de Barberin, au chât. de Chantilly (Var).
M. Pierre Bidore, à Biarritz.

M. Capelle (Ed.), à Oak Bank.
Le colonel Coville (H.), à Lyons-la-Forêt.

Mme Chauffet, à Montmorency.
Mme Courtois, au Pouligny.

M. Chanchat (Ferdinand), à l'abbaye du Val.
M. Ducamp (Albin), à Cavaignac.

M. du Fay (G.), à Bellenot.
Le baron de Guiller, à Dinan.

M. Guenet, à Sartrouville.
Mme Geoffroy (Marcel), à Veauce.

Mme Germain, à Montigny-le Bretonneux.
M. Henry (Edmond), à Ris-Orangis.

M. Houllin (Félix), à Reims.
M. Israël, à Lorcey.

Le marquis de La Valette, à Londres.
M. de Lamoignon, au château de la Goutte.

Mme veuve Lecoq, à Villers-sur-Mer.
M. Lautier (Léon), à Montigny-sur-Loing.

Le marquis de Laigle, à Compiègne.
Le vicomte du Manoir, au château d'Allerret.

Le duc de Monchy, à Nice.
Le comte Mory de Neuville, à Fontainebleau.

Mme veuve Marin-Devere, au château de Rabat.
Mme Marx (E.), à Francfort-sur-Mein.

Le colonel Masson, à Moneau.
Mme Postel, à Viroflay.

M. Pierrard-Bourlet, à Rangipour.
Le comte Roman-Potocki, à Wien.

Mme Rogues, à Richemont.
M. Savouré, à Montmorency.

M. Soubiran, au château de Castelnaud.
Le comte de Toulouse-Lautrec, à Albi.

Mme veuve Turquay, à Parnain.
M. Turin (Jules), au Mesnil-sur-Orge.

RENTRES À PARIS

M. Carvin (Paul), à Milo de Malakoff. — Le comte
de Montebello (F.). — Mme la vicomtesse de
Pontbaud. — Mme la princesse Radziwill
(Constantin). — M. Rhoné (E.). — M. Tolo-
Donoso (A.). — M. Zust (Laurent).

Correspondance personnelle

Pour simplifier l'envoi des
insertions de CORRESPONDANCE
PERSONNELLE, nous délivrons
des BONS DE 6 FRANCS. Chaque
BON représente une ligne.

AVIS

T.Z.M.X. Revenu aujourd. midi. Repas dim. Amit.
50. Passer 6 h. Soign. Pens. à t. c. h. quier. 1454.

C'est fini, vous ai vu hier M. Mathurin avec
qui vous savez. Fini.

Aim. un peu, pourq. tout. dont. me fais souf.
11 mars. — Temps b. long s. toi. Amit.

Rjs, fuwix ytn — anjx yz yjagw gajs Ktwy. P.

CHEVAUX et VOITURES

500 VOITURES, HARNAIS, etc. Griffaut, 8, r. Daru

Les plus BEAUX EQUIPAGES pour le haut com-
merce : Voitures attelées en location. Voitures
Annonc-Réol. H. Hostein, 47, 49, 51, r. de la Chapelle.

ALFRED BELVALETTE et C^{ie}, 21, Ch. Élysées,
A VOITURES DE CHASSE et DE CAMPAGNE.

AVIS FINANCIERS

L'ECONOMISTE FRANÇAIS 2, cité
Bergère.
Directeur M. PAUL LEROY-BEAULIEU, de l'Institut
Numéro du 1^{er} avril 1899 : La situation financière
de l'Espagne et la solution nécessaire.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

AVIS

CHEMIN DE CROIX

Douze Poèmes religieux d'ARMAND SILVESTRE

Musique d'ALEXANDRE GEORGES

IV^{me} STATION : Jésus rencontre sa Mère

CHANT *Lent* O Mère du Sauveur, écoute la sombre ruine du chemin, O

PIANO *lourdement*

Vierge, arrête là ta route, Et vois les yeux sous ta main, O Mère du Sauveur, écoute, Et vois les yeux sous ta main.

plus vite Celui que le fouet tourmente, Et dont la main meurtrit la chair, Celui qui tout bas se la.

plus vite sur la route en un moment.

rit. tempo men te, C'est Jésus, ton fils doux et cher. Celui que le fouet tourmente,

dim. suivre

C'est Jésus ton fils doux et cher. Plus un pas, tu mourrais peut-être.

Devant l'horreur de son tourment; Recule, ô Vierge, ils vont paraître, Là, sur la

route en un moment. Recule, le, tu mourrais peut-être, Là,

BOURSE DU VENDREDI 31 MARS 1899

Désignation des Valeurs			Hier	Aujourd.	Désignation des Valeurs			Hier	Aujourd.	Désignation des Valeurs			Hier	Aujourd.	Désignation des Valeurs			Hier	Aujourd.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																				
Dern. cours	Hausse	Baisse			Dern. cours	Hausse	Baisse			Dern. cours	Hausse	Baisse			Dern. cours	Hausse	Baisse																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						
Fonds Français																				Sociétés de Crédit																				Chemins de Fer																				Valeurs Industrielles																				Valeurs Industrielles																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
8	..	25	3 % FRANÇAIS.....cpt	102 15	101 90	144 50	20	..	BANQUE DE FRANCE.....cpt	3910	3930